



HAL
open science

Atlas Amérique latine et Caraïbes. 17 initiatives de développement durable

Olivier Dabène, Laurie Servieres

► To cite this version:

Olivier Dabène, Laurie Servieres. Atlas Amérique latine et Caraïbes. 17 initiatives de développement durable. Agence française de développement, 49 p., 2024, 9782379020179. hal-04424503

HAL Id: hal-04424503

<https://sciencespo.hal.science/hal-04424503>

Submitted on 29 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



ATLAS

Amérique latine & Caraïbes

17 initiatives
de développement durable

Olivier Dabène
Laurie Servières

ATLAS

Amérique latine & Caraïbes

17 initiatives
de développement durable

Olivier Dabène
Laurie Servières

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

Fondé en 2007, l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (Opalc) de Sciences Po est un projet à vocation scientifique, pédagogique, documentaire et événementielle. Principal portail francophone sur l'Amérique latine, il contribue à la compréhension des évolutions politiques de la région.

AVANT-PROPOS

Condensé extraordinaire de cultures, d'histoire et de luttes sociales, l'Amérique latine et les Caraïbes tracent un chemin passionnant, parfois sinueux, vers de nouveaux modèles de développement durable. La région est riche d'une diversité maritime et agricole, de ressources minières stratégiques et de la plus grande forêt de la planète, l'Amazonie. Autant d'atouts et de défis pour construire et inspirer des transitions justes à l'échelle mondiale.

Isabel Allende racontait *«l'espoir des hommes et des femmes [de la région] qui luttent pour un monde meilleur»*. Et Eduardo Galeano voulait *«parler avec l'Amérique latine, connaître ses secrets, lui demander de quelles argiles elle est née, de quelles amours et de quels violents elle est le fruit.»* L'Atlas Amérique latine et Caraïbes veut mettre aussi en lumière ces espoirs et ces récits, toutes les innovations qui sont autant de contributions uniques du continent au grand débat international qui s'est ouvert depuis 2015 avec l'Accord de Paris sur le climat et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies. La région est notamment à l'avant-garde sur les questions de gouvernance et de justice environnementales, comme en témoigne l'Accord d'Escazú signé par vingt-quatre pays latino-américains en 2018 au Costa Rica. Cet accord résonne à l'heure où les mobilisations citoyennes en faveur de l'action contre le réchauffement climatique se multiplient aux quatre coins du globe.

Et les yeux du monde seront tournés ces deux prochaines années vers le continent sud-américain, puisque le Brésil sera au cœur de la gouvernance mondiale avec la présidence du G20 en 2024 et l'organisation à Belém de la COP30 pour le climat en 2025, dix ans après la COP21 de Paris. Les banques publiques de développement d'Amérique latine et des Caraïbes joueront ici un rôle utile, au sein du mouvement Finance in Common (FICS). Elles sont nombreuses et dynamiques, avec la Banque interaméricaine de développement (BID), la banque de développement de l'Amérique latine (CAF), la BNDES au Brésil, la BICE en Argentine ou la Bancoldex en Colombie. Je forme le vœu que nous parvenions collectivement à bâtir une

architecture financière internationale capable d'aligner tous les flux financiers, publics et privés, sur les ODD.

L'Europe et l'Amérique latine et les Caraïbes partagent une longue histoire et font face à des défis comparables. Nos deux continents ont été des piliers du multilatéralisme depuis la Société des Nations (SDN) jusqu'à l'Agenda 2030. Souvenons-nous que les Objectifs du développement durable (ODD) sont une initiative des pays latino-américains. Nos deux continents sont aussi ceux dont les trajectoires sont aujourd'hui les plus proches «d'atterrir» – relativement et pour paraphraser Bruno Latour – dans un monde de développement durable. Il nous faut néanmoins redoubler d'effort pour réduire nos émissions de gaz à effets de serre et renforcer le lien social.

Un pacte solidaire au service du développement durable pourrait se construire entre l'Europe et l'Amérique latine et les Caraïbes. Et l'Agence française de développement (AFD), qui est devenue le premier partenaire bilatéral du continent, entend prendre toute sa part dans ce travail. Nous voulons en particulier participer au renouvellement du regard porté sur cette région en mettant en avant les dynamiques positives portées par la société civile, les acteurs gouvernementaux, le secteur privé et le système financier.

La force pédagogique de cet Atlas repose sur le partenariat entre l'AFD, l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes de Sciences Po Paris (OPALC) et des étudiants du campus latino-américain de Poitiers (Sciences Po Paris). Au prisme des ODD, les auteurs portent un regard dynamique et contemporain sur la région. Le sérieux du travail cartographique et d'analyse de données réalisés donne une vision toute en finesse des défis et opportunités du continent. Je tiens à remercier chaleureusement toute l'équipe de l'OPALC, son directeur Olivier Dabène, ses collègues enseignants-chercheurs et les étudiants. Je souhaite également exprimer toute ma gratitude aux agents de l'AFD pour ce magnifique projet. Leur passion rend cet ouvrage éclairant et dynamique, porteur d'espoir pour la région, ses liens avec l'Europe et donc pour le monde entier.

RÉMY RIOUX
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

SOMMAIRE

INTRODUCTION..... p.6



Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

..... p.10



Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

..... p.20



Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

..... p.12



Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes

..... p.22



Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges

..... p.14



Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

..... p.24



Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

..... p.16



Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

..... p.26



Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

..... p.18



Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein

..... p.28



Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

..... p.30



Établir des modes de consommation et de production durables

..... p.32



Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

..... p.34



Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

..... p.36



Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

..... p.38



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable

..... p.40



Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser

..... p.42

BIBLIOGRAPHIE p.44

PRÉSENTATION DE L'ÉQUIPE p.46

REMERCIEMENTS p.47

INTRODUCTION

En septembre 2015, les 193 États membres des Nations unies se sont réunis à New York pour adopter un programme de développement durable, intitulé Agenda 2030. Fruit d'un processus d'élaboration participatif qui a duré plus de deux ans, celui-ci s'est structuré autour de 17 grands Objectifs de développement durable (ODD), subdivisés en de nombreux indicateurs et cibles. L'entrée en vigueur de cet agenda a permis de poser les bases d'un travail collectif et de fixer, à l'horizon 2030, des priorités communes à l'ensemble des États de la planète.

En Amérique latine et Caraïbes, les ODD se sont révélés pertinents au regard de la situation encore très inégalitaire du continent. Malgré une croissance économique rapide et encourageante dans les années 2000, les États de la région se sont heurtés à de sérieuses difficultés en matière de développement. En 2015, le taux de pauvreté avoisinait les 29,2 % de la population régionale et la mise en œuvre de politiques publiques robustes et efficaces en matière sociale représentait encore un défi de taille pour certains gouvernements.

À l'échelle globale, la région était pourtant saluée pour la pérennité de ses institutions et services publics. Depuis les années 1990, elle s'est souvent distinguée par son potentiel de créativité et d'innovation en matière d'intervention publique. De tels atouts lui ont valu d'être appelée à contribuer directement au processus d'élaboration de l'Agenda 2030, entre 2012 et 2015. Avec l'appui de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc) et d'autres organisations onusiennes, une large palette d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux ont été conviés à partager leurs expériences et leçons apprises, en vue d'alimenter le processus

de localisation et d'affinage des cibles et indicateurs des ODD. Cette participation a pu se matérialiser grâce à l'organisation d'ateliers et d'espaces de dialogue qui ont aussi eu un impact très positif, à long terme, sur la sensibilisation des acteurs latino-américains et caribéens aux enjeux du développement durable. Ce premier contact a constitué une étape importante dans l'appropriation de l'Agenda 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Aujourd'hui, cet agenda est connu d'un bout à l'autre de la région et tous les États qui la composent possèdent une institution dédiée au suivi de sa mise en œuvre. Nombre d'entre eux ont directement intégré les ODD à leur planification nationale et locale. La plupart des instituts de statistiques nationaux en charge de traiter les données sur l'avancement des cibles et indicateurs se sont renforcés et sont désormais capables de centraliser et d'harmoniser les informations collectées dans les territoires. Au niveau régional, la Cepalc continue d'assurer un rôle clé dans le suivi de ces progrès et la promotion de l'Agenda 2030.

Depuis l'entrée en vigueur des ODD en 2015, la région a néanmoins été confrontée à une succession de crises politiques, économiques et environnementales qui ont beaucoup freiné les avancées. À elle seule, la pandémie de covid-19 a eu un impact dévastateur sur l'ensemble du continent, provoquant un recul d'une ou plusieurs décennies dans certains secteurs, notamment en matière de niveau de vie des populations. Dans toute la région, la capacité des États à consolider leurs systèmes de protection sociale a été fortement remise en question et avec elle, leurs avancées dans la réalisation des objectifs fixés par l'Agenda 2030.





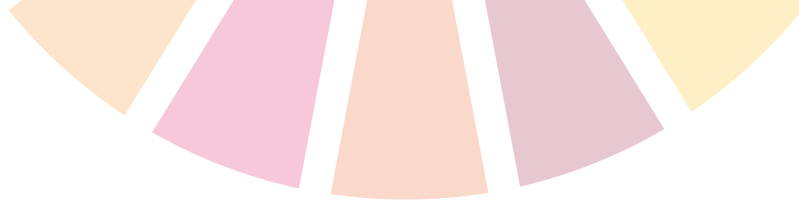
De fait, certains rapports récents sur l'état de la mise en œuvre du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes montrent des projections pessimistes quant à la possibilité d'atteindre tous les objectifs dans les temps impartis. Loin d'ignorer l'ampleur des défis à relever, le présent ouvrage entend néanmoins s'inscrire dans une perspective quelque peu différente par rapport à ces travaux de prospective. Car au-delà des blocages politiques, des retards accumulés pendant la crise sanitaire et de tous les obstacles rencontrés, la créativité, la détermination et parfois la résilience dont ont fait preuve certains acteurs de la région ont permis de faire émerger des solutions très convaincantes. Si elles n'ont pas toutes abouti à des résultats quantitatifs suffisants pour résorber la brèche des inégalités, elles ont tout de même ouvert la voie à des progrès qualitatifs essentiels, à moyen et long terme. Rappeler l'importance de ces contributions « invisibles » est un bon moyen de rendre hommage à leurs protagonistes et de contribuer à la diffusion de leurs méthodologies et bonnes pratiques.

Sous la forme d'un atlas associant analyses et supports graphiques et cartographiques, cet ouvrage propose un aperçu résolument optimiste de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans la région, en s'attachant à valoriser les efforts déployés depuis 2015. Structuré autour des 17 ODD, il introduit pour chacun d'eux le cas d'un programme ou projet créatif, élaboré dans un ou plusieurs États latino-américains et des Caraïbes. Les 17 doubles-pages qui constituent le cœur de l'ouvrage ont ainsi vocation à présenter autant de contributions originales et récentes au développement durable.


À l'échelle multilatérale, la stratégie de mise en avant des bonnes pratiques a très tôt démontré son intérêt en matière d'incitation au progrès et à l'adoption de comportements vertueux. Valoriser l'impact et le caractère innovant de certaines mesures, gouvernementales ou civiles, est ainsi devenu un moyen d'encourager leur réplication, ou d'inspirer d'autres initiatives du même type. En termes techniques et méthodologiques, cette approche a aussi eu le mérite de diffuser des outils et savoir-faire spécifiques sous des formats très didactiques, susceptibles d'être facilement appropriés par les acteurs.

Convaincus du potentiel inhérent à cette logique d'émulation et d'apprentissage, les auteurs de cet atlas ont choisi de centrer l'analyse de chaque projet sur l'identification de ces « bonnes pratiques ». Ils se sont ainsi appliqués à mettre en avant les mécanismes ou répertoires d'action qui leur ont paru à la fois les plus novateurs et les plus déterminants dans le succès des initiatives présentées. Et si tous ne montrent pas le même niveau de sophistication ou d'institutionnalisation, ils ouvrent en tout cas des pistes prometteuses pour l'avenir et pour la réplication.

Dans l'élaboration de l'Agenda 2030, la participation active, aux côtés des gouvernements nationaux et de leurs alliés internationaux, des gouvernements locaux, de la société civile et du secteur privé a constitué un aspect crucial. À la différence de leurs prédécesseurs, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), les ODD devaient pouvoir être promus et mis en œuvre à diverses échelles de gouvernance, par des protagonistes variés. La représentation de cette diversité a constitué une règle importante dans la sélection des



projets de l'atlas. Au total, on peut considérer que quatre d'entre eux sont portés par des gouvernements nationaux (ODD 3, 14, 16, 17), quatre par des autorités locales (ODD 1, 4, 9, 15), trois par des organisations non gouvernementales ou mouvements sociaux (ODD 6, 11, 12), un par le secteur privé (ODD 7), et cinq grâce au leadership d'agences internationales ou régionales (ODD 2, 5, 8, 10, 13). En réalité pourtant, beaucoup sont le fruit d'une collaboration étroite entre divers types d'acteurs (ODD 2, 7, 9, 12, 11, 13 et 15 en particulier). Plus difficiles à classer, ils reflètent néanmoins une autre préoccupation centrale, dans la conception de l'Agenda 2030 : encourager la coopération et la création de partenariats vertueux au sein des sociétés. Fidèles à l'esprit des ODD, les auteurs de cet ouvrage ont accordé une place importante à l'exploration des mécanismes de coordination et autres leviers destinés à promouvoir le travail collectif. Dans certaines initiatives, la seule construction d'espaces de dialogue entre plusieurs types d'acteurs peu connectés ou présentant des intérêts rivaux a constitué un accomplissement (ODD 6), voire une avancée historique (ODD 16).

La mise en évidence de synergies entre les divers indicateurs et ODD au sein des projets a aussi constitué un point d'attention dans la conception de l'atlas. L'adoption d'un code graphique  a permis de mettre en évidence le potentiel de transversalité repéré au sein de certains projets, capables de contribuer à la réalisation simultanée de plusieurs ODD. Ces références visuelles tissent un réseau de correspondances entre les pages de l'atlas. Toutefois, elles n'épuisent pas la quantité infinie de connexions et de croisements entre les grands axes thématiques de l'Agenda 2030.

En termes méthodologiques, la conception de cet ouvrage s'est structurée en quatre grandes étapes : (1) l'identification de projets innovants et de pratiques vertueuses en leur sein ; (2) la définition des critères de sélection et l'établissement d'une liste de projets représentative de la diversité géographique ainsi que des différents types de protagonistes et d'échelles de mise en œuvre des initiatives en faveur du développement durable dans la région ; (3) la collecte de données précises sur les initiatives retenues ; et (4) la conception du matériau visuel et textuel des double-pages, sur la base des recherches préalablement effectuées.

Outre les critères de sélection susmentionnés, le caractère innovant, voire inédit des projets a constitué une autre exigence dans la conception de l'ouvrage. Désireux de valoriser des initiatives encore peu connues et peu évoquées dans la littérature internationale, les auteurs ont donné la priorité à des projets récents, au risque que ceux-ci ne soient pas encore pourvus de supports de communication complets et accessibles et que leurs retombées ne soient pas encore quantifiables. La rareté ou l'inaccessibilité des données d'avancement afférentes a évidemment représenté un défi dans la phase de recherche et parfois même un obstacle à l'identification de ces initiatives. Le recours à des méthodes d'enquête empirique qualitative, tout particulièrement la réalisation d'entretiens avec les protagonistes ou bénéficiaires de ces initiatives, a néanmoins permis de surmonter ces difficultés. Leur disponibilité et leur enthousiasme à l'heure de partager leurs expériences et leurs données internes de projet ont été fondamentales dans la réalisation des ODD 1, 2, 4, 5, 6, 8 et 11. Pour les autres projets, la qualité et l'accessibilité des

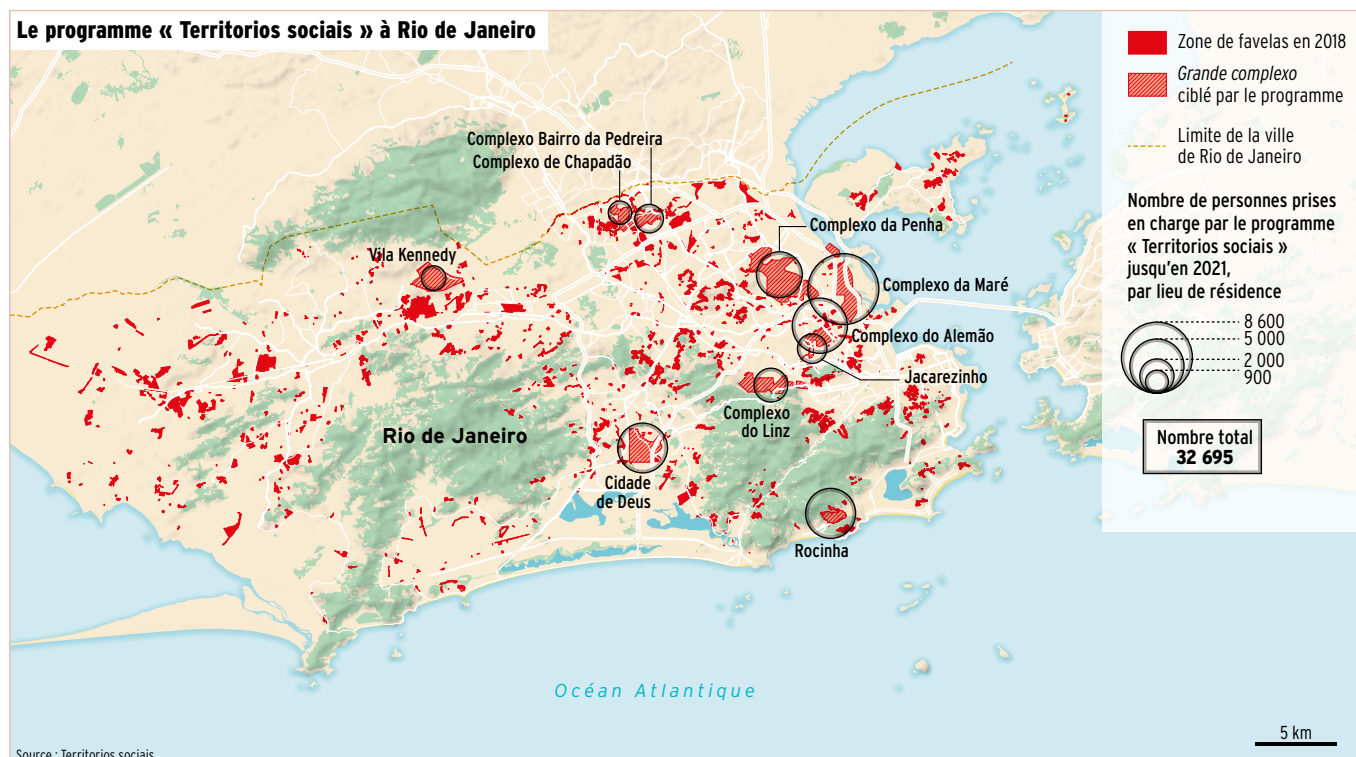
informations disponibles en ligne, sur leurs sites internet ou plateformes dédiées, ont également constitué de précieux atouts pour la collecte de données. Dans les deux cas, les auteurs de l'atlas ont veillé à valoriser le travail et les outils de communication des auteurs et autrices des initiatives, dont les références ont été consignées dans les sources des illustrations, la bibliographie et les remerciements. Ils espèrent que la publication de cet ouvrage permettra de contribuer à la diffusion des idées et à la valorisation des efforts de ces personnes et organisations.

Enfin, la préparation de cet atlas s'est inscrite dans une démarche pédagogique, puisqu'elle a inclus la participation de seize étudiants du campus de Poitiers de Sciences Po. Le regard d'une génération concernée au premier chef par la réalisation des ODD a permis d'enrichir la réflexion, tout en sensibilisant les contributeurs aux défis du passage à l'action. Dans le cadre d'un séminaire consacré à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en Amérique latine et Caraïbes, ils se sont concentrés sur les ODD 3, 4, 7, 10 et 13.

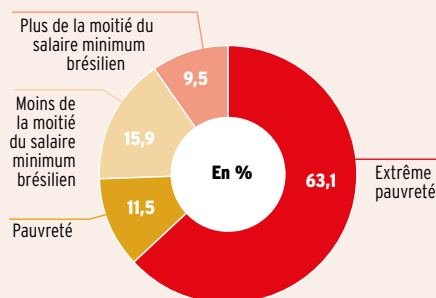


Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

À l'heure où les conséquences du changement climatique heurtent de plus en plus fortement les populations vulnérables, privées d'accès aux ressources essentielles et à des zones d'habitat sûres et résilientes, éliminer la pauvreté constitue un enjeu prioritaire de développement.

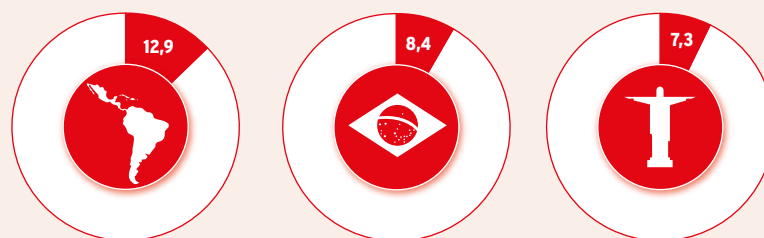


Revenu moyen des familles prises en charge par le programme



Taux d'extrême pauvreté en 2021

En % de la population totale



En Amérique latine

Au Brésil

À Rio de Janeiro

Source : CEPALC.

Contexte régional

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, en 2021, près de 201 millions de personnes vivaient dans la pauvreté et 86 millions étaient en situation de pauvreté extrême, soit respectivement 32,3% et 12,9% de la population totale. Pourtant, des efforts conséquents ont été déployés pour rehausser le niveau de vie des populations les plus précaires. Dans les années 2000, certains États ont mis en œuvre à grande échelle des programmes d'assistance aux foyers les plus en difficulté, fondés sur des mécanismes de transferts monétaires conditionnés. Au Brésil, le Bolsa Familia a par exemple permis d'atténuer les inégalités de revenus dans l'ensemble du pays et d'améliorer le quotidien de millions de familles.

Rechercher les « invisibles » dans les favelas

Des initiatives à plus petite échelle ont aussi vu le jour et ont mobilisé des outils et des leviers d'action toujours plus créatifs au service de la réduction de la pauvreté. À Rio de Janeiro (Brésil), l'Institut Pereira Passos (IPP) a lancé en 2016 la phase pilote de « Territorios Sociais » (territoires sociaux), un programme aligné sur les enjeux de protection sociale (1.3) et d'accès aux ressources et services (1.4) de l'objectif 1. À partir de 2019, celui-ci a reçu le soutien de l'agence ONU-Habitat qui lui a permis d'étendre son spectre et sa zone d'intervention.

“ On a essayé de mettre en œuvre le principe « ne laisser personne de côté », de l'Agenda 2030. Pour cela, on n'a pas cherché des familles pauvres, on a cherché des familles invisibles.

RAYNE FERRETTI,
coordinatrice ONU-Habitat Brésil.

32 695

familles
suivies en
février 2021

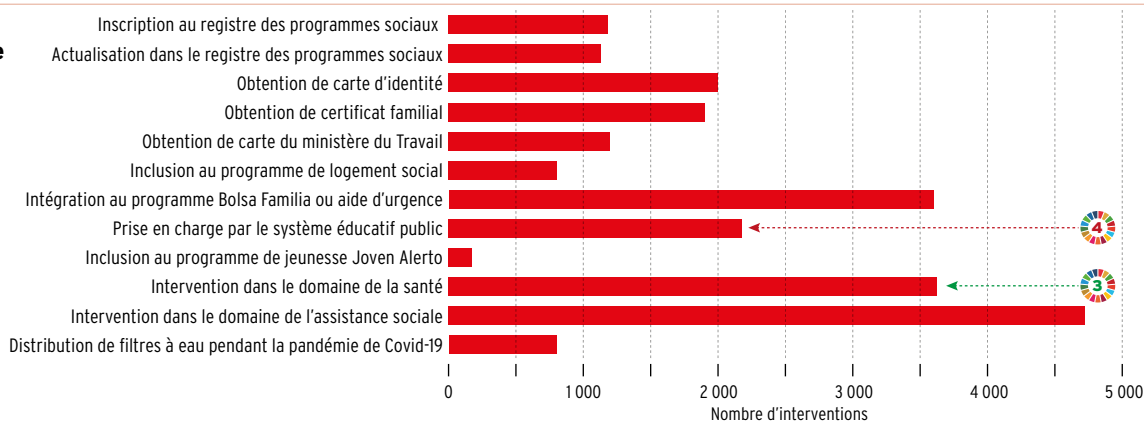


Partant du constat d'une hétérogénéité sociale au sein même des favelas, l'ambition de ce programme était de venir en aide aux familles les plus vulnérables en les intégrant aux systèmes et services publics dont elles étaient souvent exclues.

La mise en œuvre de Territorios Sociais a reposé sur une assez longue phase de diagnostic qui a permis l'identification, au moyen d'outils logiciels et d'enquêtes porte-à-porte, de poches de pauvreté extrême au cœur des favelas. Les outils de cartographie et autres technologies développées depuis plusieurs années au sein des institutions locales ont été essentiels pour mener à bien la collecte et l'analyse des données. Une étroite coordination entre divers services municipaux a ensuite permis de passer à l'action dans les zones ciblées, suivant des approches individualisées, au cas par cas. Les familles éligibles ont ainsi pu être inscrites ou réinscrites au registre unique pour les programmes sociaux du gouvernement brésilien, afin de bénéficier de services de base en matière de santé, d'assistance sociale, d'éducation, etc.

Primé en 2019 par la Banque interaméricaine de développement (BID), Territorios Sociais s'est distingué par ses résultats probants, mais aussi par sa pérennité : toujours en vigueur, il a survécu à deux alternances électorales au niveau municipal et fait désormais l'objet de diverses entreprises de réplcation.

Types d'actions menées dans le cadre du programme

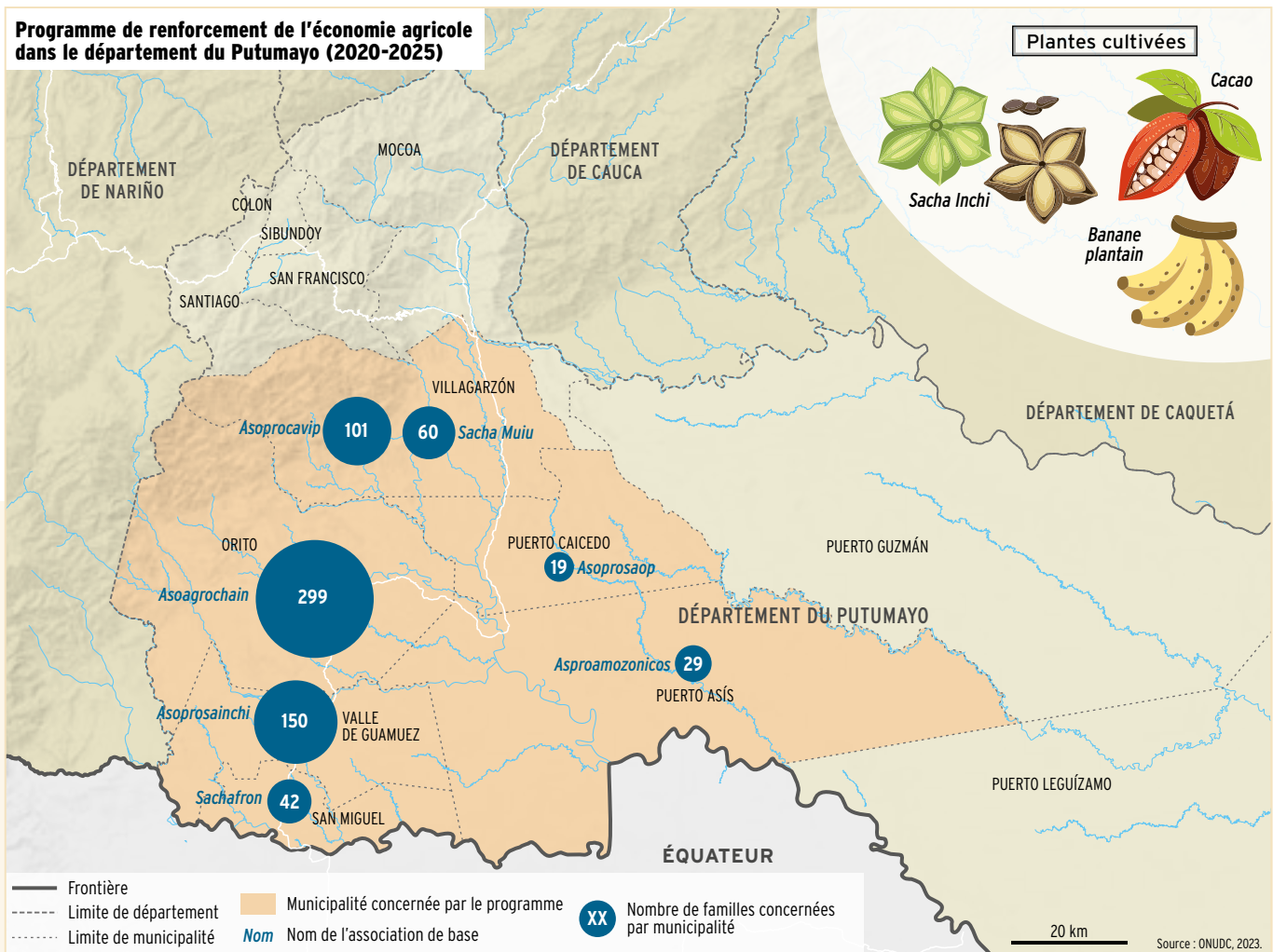


Source : Territorios sociais, 2021.



Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

En Amérique latine et Caraïbes, le nombre de personnes souffrant de la faim a beaucoup augmenté, pendant et après la période de pandémie, frôlant les 60 millions de personnes au plus fort de la crise. Paradoxalement, les petits producteurs agricoles de la région se sont eux-mêmes retrouvés particulièrement exposés à des situations d'insécurité alimentaire, leurs revenus se trouvant impactés à la fois par la récession économique et par des aléas naturels, de plus en plus nombreux avec l'accélération du changement climatique.



En Colombie, un contexte agraire marqué par la pauvreté et la violence

En Colombie, le passif du conflit armé a contribué à aggraver la situation des petits producteurs ruraux, piégés dans des contextes de violence et de pauvreté extrême. Plante ancestrale aux vertus médicinales, la coca s'est parfois imposée comme la seule culture rentable dans les territoires les plus reculés, en raison de son détournement en « cocaïne », drogue très prisée par les réseaux planétaires de narcotrafic. Dans de nombreux cas, les petits producteurs ont été forcés par les groupes armés de la cultiver, devenant ainsi la cible de la répression exercée par l'État, dans le cadre de la guerre contre les drogues.

Si la signature des accords de paix en 2016 n'a pas entièrement éradiqué la violence ni atténué la prégnance du narcotrafic dans le pays, elle a au moins permis de mettre en lumière la complexité des situations de ces producteurs et de réfléchir à des mesures plus durables, en privilégiant par exemple le principe de « substitution ».

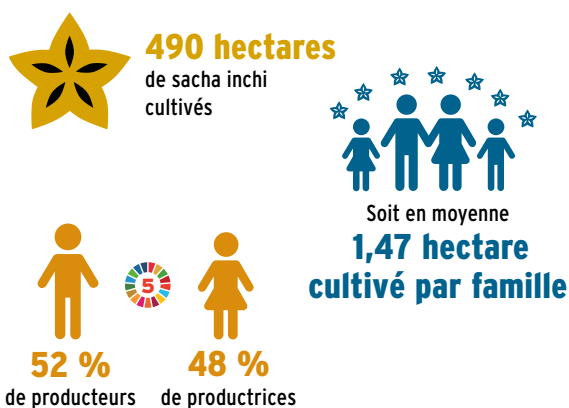
Soutenir la production de sacha inchi dans le Putumayo

Dans le Putumayo, un département colombien particulièrement affecté par le conflit et ses effets collatéraux, la culture de la sacha inchi est apparue comme une solution probante de substitution à la coca, en raison de sa rentabilité et de la redécouverte récente de ses propriétés nutritives. Déjà exploitée au Pérou, cette graine était traditionnellement utilisée par les peuples autochtones.

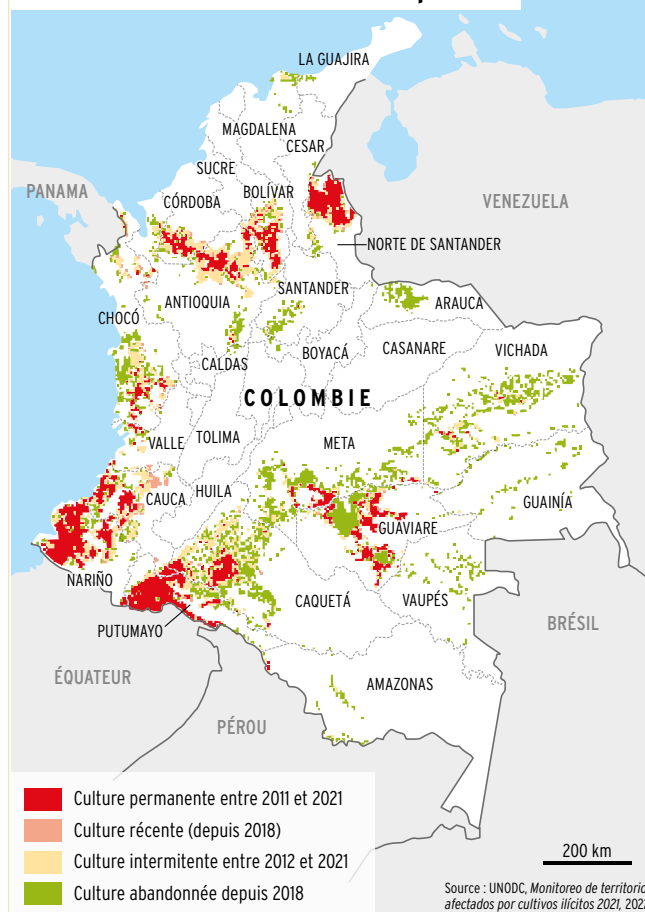
Dans la localité de Puerto Caicedo, les producteurs ayant adopté la sacha inchi à la fin des années 2000 ont assez tôt décidé de se rassembler sous la bannière d'une coopérative, en vue de mettre en commun leurs apprentissages. Cette initiative leur a permis d'assumer ensemble les coûts liés aux modes de commercialisation et

de transformation de cette graine, vendue sous forme d'huile ou de graines toastées. L'Association des producteurs de sacha inchi de la municipalité de Puerto Caicedo (ASOPROSAOP) est venue consolider les liens entre eux. Elle a aussi donné l'impulsion à des actions de sensibilisation et de plaidoyer, autour des enjeux de la substitution des cultures illicites de coca.

En 2020, ASOPROSAOP a d'ailleurs rejoint la liste des partenaires d'un ambitieux projet de renforcement de l'économie agricole dans le département du Putumayo. Piloté par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'initiative a pu voir le jour grâce aux efforts déployés par les pouvoirs locaux, notamment la préfecture du Putumayo, mais aussi grâce à un appui financier décisif de l'Agence coréenne de développement international (KOIKA) et du gouvernement national colombien. Ces subventions ont permis à 700 familles, affiliées à sept organisations de base différentes, de bénéficier d'un accompagnement en matière de renforcement de leurs capacités productives agricoles. En parallèle de la culture de sacha inchi, au cœur du programme, ces familles ont aussi été encouragées à développer un produit secondaire (banane plantain ou cacao), pour sécuriser leur revenu et participer à une production alimentaire plus diverse dans la région.



Évolution des cultures illicites de coca depuis 2011





Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges

Entre 1980 et 2014, la prévalence de l'obésité a plus que doublé au niveau mondial, incitant l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à qualifier cette maladie d'épidémie mondiale. Définie comme une « accumulation anormale ou excessive de graisse qui nuit à la santé » (OMS), l'obésité serait liée à un changement au niveau des habitudes alimentaires, avec une consommation croissante d'aliments transformés et de produits riches en céréales et en sucre.

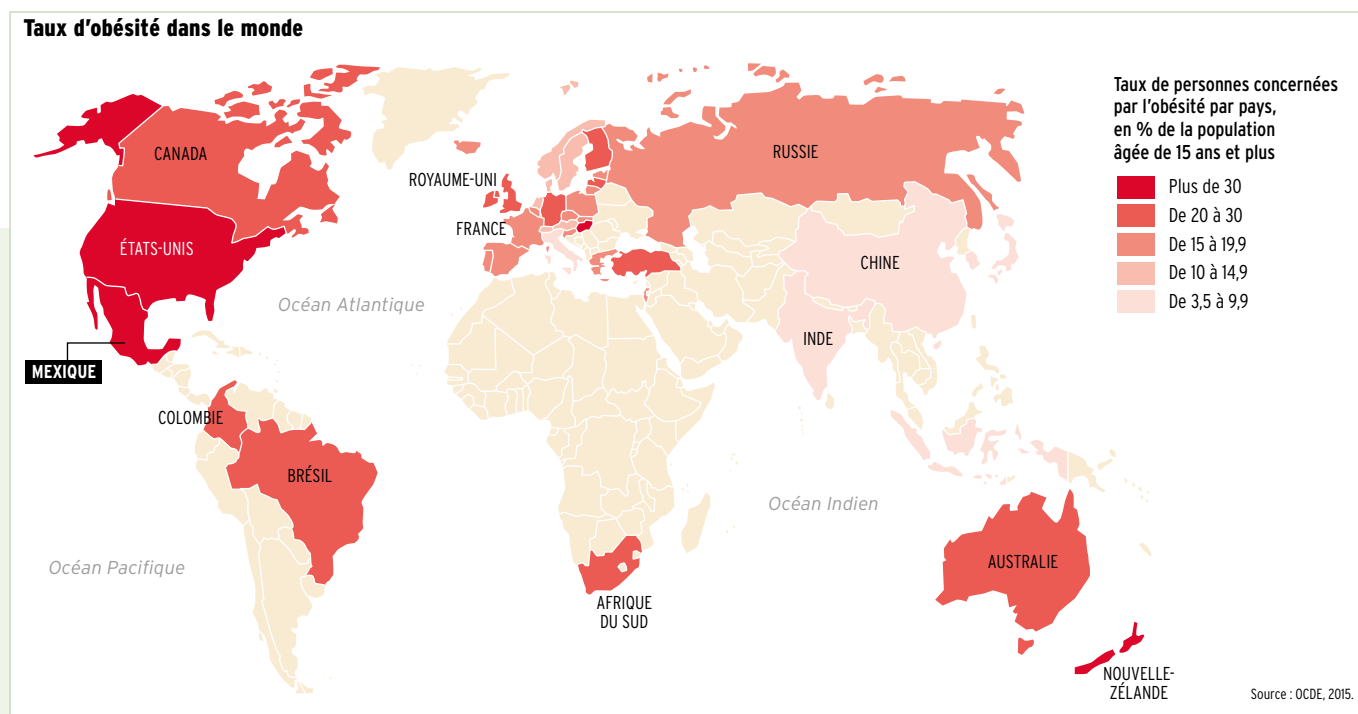
Un taux d'obésité record en Amérique latine et dans les Caraïbes

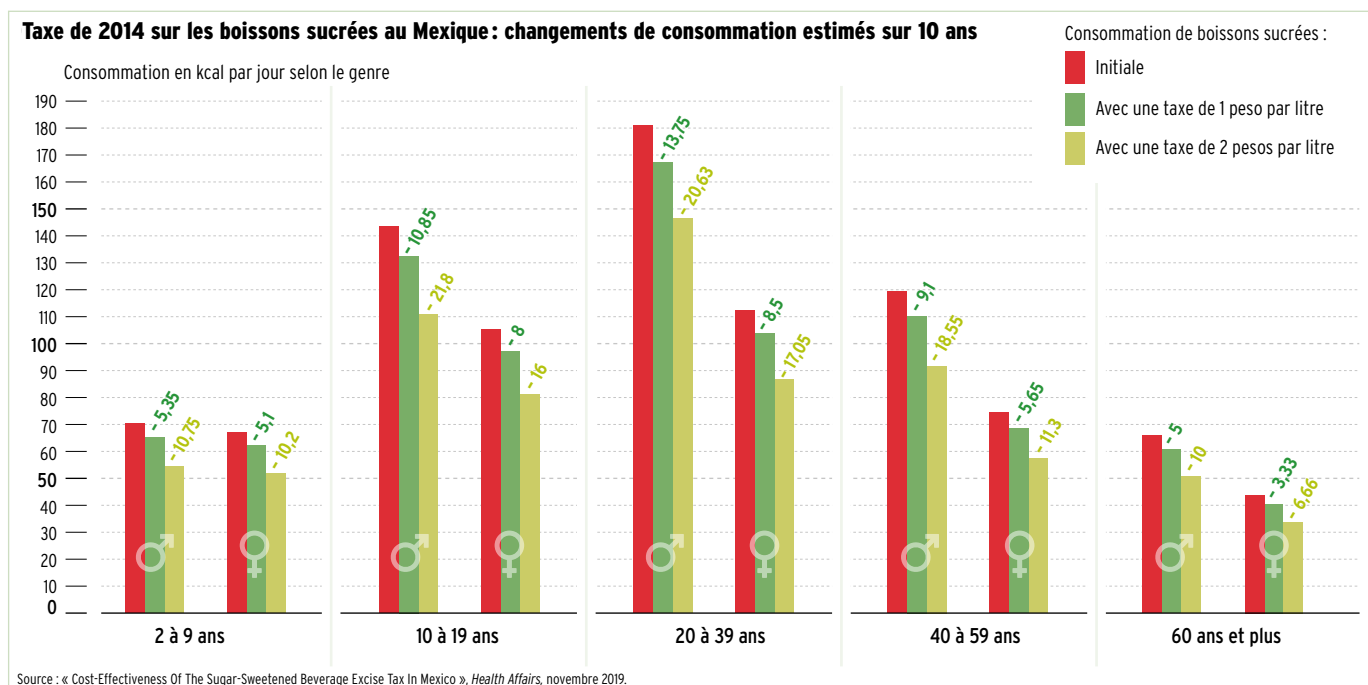
Par rapport aux autres régions du monde, l'Amérique latine et les Caraïbes sont particulièrement concernées par cet enjeu sanitaire. D'après un rapport de 2019 des Nations unies, le taux d'obésité régional aurait été multiplié par trois depuis 1975 et atteindrait quasiment le double de la moyenne mondiale en 2016. Au Mexique, 30% des adultes sont directement touchés et 70% présentent une surcharge pondérale. Dans ce pays, la situation sanitaire semble d'autant plus préoccupante que le taux d'obésité infantile augmente régulièrement. Pour les spécialistes, ce contexte de rapide croissance de l'obésité est une conséquence indirecte des transformations sociétales profondes

induites par certains accords commerciaux de libre-échange, tels que l'accord nord-américain (Aléna). Pour contrer leurs effets et promouvoir des habitudes alimentaires plus saines, des mesures réglementaires peuvent néanmoins être adoptées.

La lutte contre l'obésité au Mexique

Au Mexique, c'est tout un arsenal de politiques publiques qui a été mis en place par le gouvernement fédéral au cours des dix dernières années. Afin d'inscrire leur action dans le long terme et générer des changements structurels, les autorités ont ciblé les publics jeunes. Par





l'adoption de mesures restrictives, elles ont tenté d'agir directement sur leur accès aux aliments considérés à risques, par exemple en interdisant la vente ou distribution aux mineurs des boissons gazeuses sucrées et préemballées et des aliments contenant des acides gras transformés ou des taux de sucre excessifs. Des mesures complémentaires sont venues renforcer le bannissement de ces aliments en ciblant directement les institutions impliquées dans l'éducation des mineurs, notamment les écoles et les centres de santé. Dans ces espaces, ainsi que dans les hôpitaux et cliniques, les distributeurs automatiques d'aliments transformés ont également été retirés.

D'autres mesures se sont attaquées aux activités commerciales de distribution et promotion de la « malbouffe », en interdisant toute publicité à destination des mineurs, ou encore en instaurant un système d'étiquetage nutritionnel et une taxe sur les boissons

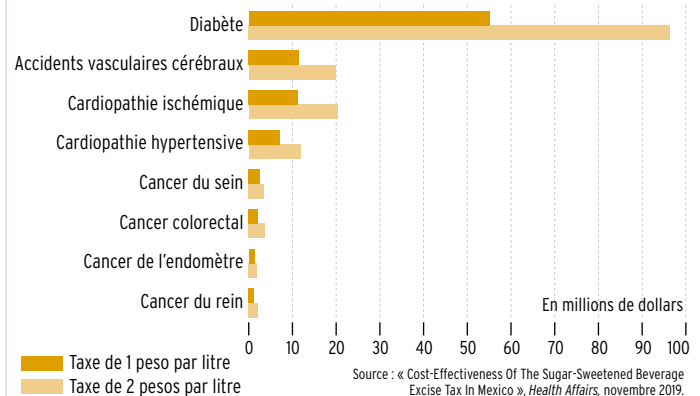
sucrées. Cette dernière, d'un montant de 1 peso par litre de boisson sucrée, a été introduite dès 2014, avec des effets à long terme significatifs, notamment sur le diabète. Son doublement est envisagé.

Outre ces mesures prohibitives, le Mexique a également promu des actions de sensibilisation, en lien avec la pratique sportive. Un programme gouvernemental a été mis en place dans les établissements scolaires publics pour encourager l'engagement des jeunes dans des activités sportives et promouvoir des habitudes alimentaires plus saines. En 2015, la ville de Mexico a même décidé d'offrir un ticket de métro aux usagers qui seraient capables de réaliser 10 squats, face à un détecteur de mouvements installé dans certaines stations. Les actions innovantes combinées qui ont été menées dans l'ensemble du pays ont déjà inspiré certains États voisins, tels que le Chili ou le Pérou, qui ont adopté des mesures analogues.

Le coût économique de l'obésité

L'impact économique et social de l'obésité est élevé. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les maladies liées à un indice de masse corporelle (IMC) supérieur ou égal à 30 ont coûté des millions de dollars en 2010. La perte de productivité provoquée par des décès précoces liés à ces maladies est énorme. Selon l'OCDE, l'obésité a fait perdre au Mexique 5,3% de PIB en 2019.

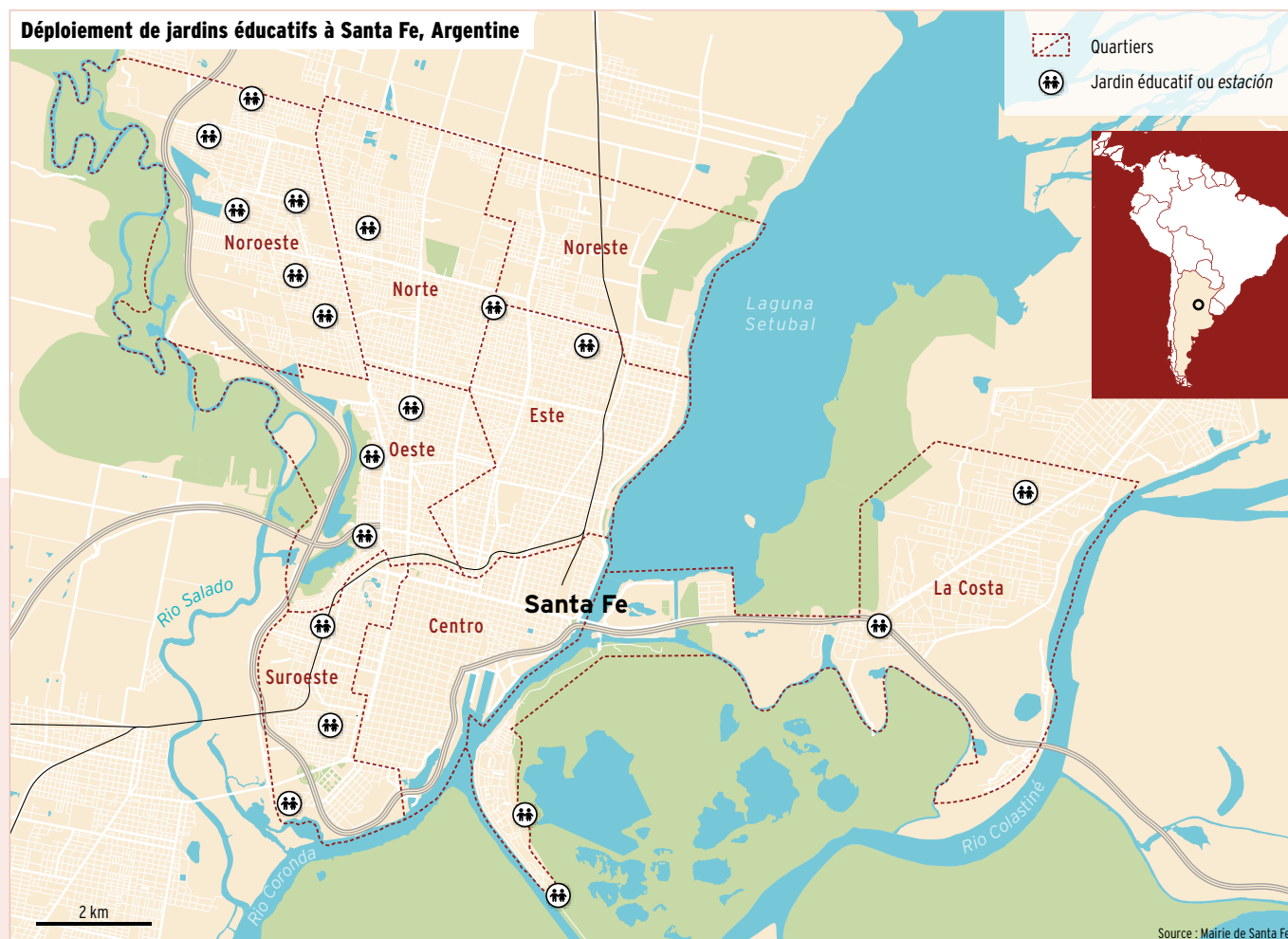
Taxe de 2014 au Mexique : économies de frais de santé estimées sur 10 ans





Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

La crise de la covid-19 a engendré une détérioration des systèmes éducatifs, surtout dans les pays où les restrictions ont été les plus nombreuses. Les différences d'accès à internet et d'accompagnement à domicile ont accentué les inégalités scolaires entre les pays et les populations. Pour les élèves de maternelle, alors dans une période cruciale de leur développement, la situation a été particulièrement préjudiciable.



L'éducation et la petite enfance en Argentine

La pandémie a fortement impacté l'éducation en Argentine, avec des fermetures d'écoles partielles ou totales pendant 79 semaines. Selon les tests de performance du ministère argentin de l'Éducation, la proportion d'élèves rencontrant des difficultés à lire en fin de cycle primaire est passée de 7,1 % à 22,3 % entre 2018 et 2021. En mathématiques, la régression a été moins prononcée mais tout de même réelle : les élèves en difficulté représentaient 23,1 % en 2021 contre 19,6 % en 2018.

La crise a par ailleurs exacerbé les inégalités entre écoles publiques et privées. En Argentine, les écoles privées proposent une scolarisation dès l'âge de 2 ans, alors que l'âge légal de scolarisation inscrit dans la Constitution est fixé à 4 ans. Conséquence de cette différence, le taux de redoublement dans les écoles primaires publiques est généralement plus élevé. S'ajoutent à cela des disparités territoriales entre les différentes provinces du pays, comme en témoignent les résultats des évaluations nationales « Aprender » en mathématiques et en langue. Capitale d'une province occupant la dixième place du classement en 2021, la ville de Santa Fe, 415 345 habitants, a cherché à lutter contre les inégalités structurelles du système éducatif et à étendre l'action éducative au-delà des écoles. Plusieurs projets pédagogiques en lien avec la culture et l'architecture ont été lancés depuis décembre 2020, pour contrebalancer les effets de la pandémie.

Santa Fe : une approche innovante

Le projet « Integrar Santa Fe » cherche à créer les conditions d'une intégration sociale et urbaine de qualité, surtout dans les quartiers les plus pauvres. Il vise à fournir des services urbains et à optimiser l'environnement à travers la récupération et la mise à profit des trottoirs. Plus de 80 trottoirs ont déjà été aménagés pour accueillir des activités récréatives. Parmi celles-ci, ont été privilégiés des

ateliers de poésie ou de peinture, ainsi que des jeux pour enfants comme la marelle.

Un autre projet, baptisé « Estaciones », a promu l'utilisation des bâtiments municipaux pour offrir des activités de vivre-ensemble et d'orientation sociale à destination des enfants, ainsi que des services et soins. Il a également mis en place des ateliers pour réduire les inégalités au niveau de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. En septembre 2023, la ville comptait déjà sur 18 stations actives pour accueillir les enfants et leurs familles.

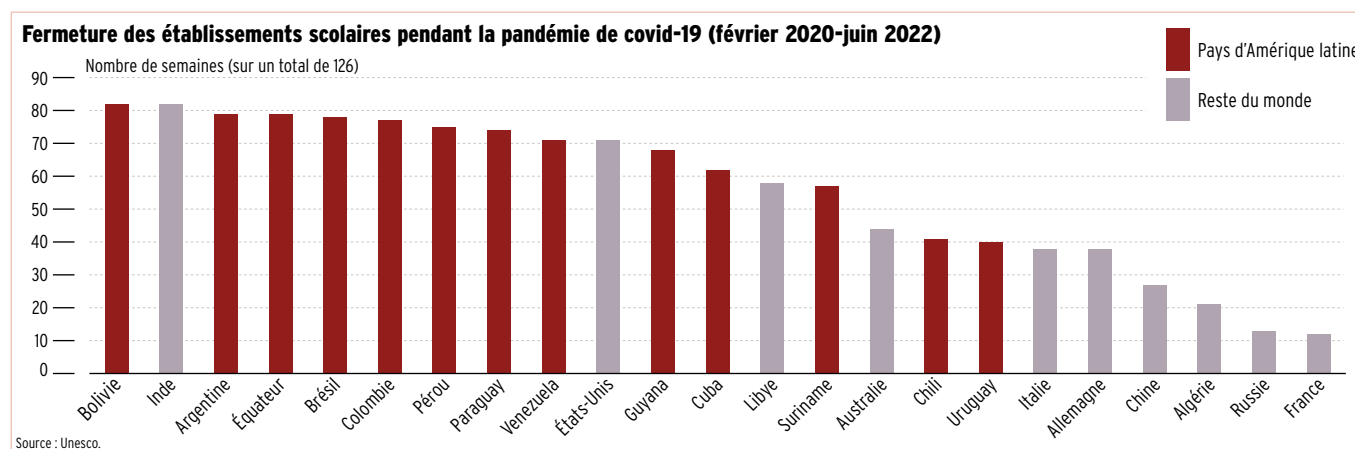
“ Ces réalisations changent la vie des professeurs, des élèves et du quartier. ”

EMILIO JATÓN, MAIRE DE SANTA FE

Enfin, le programme « La ciudad aprende en casa » a été lancé par la municipalité pour accompagner les enfants pendant la pandémie. Il consiste à fournir des contenus pédagogiques et ludiques que les enfants peuvent exploiter avec leurs parents. Pour le moment, 22 livres audios enregistrés et téléchargeables en ligne ont été produits et plus de 1 600 enfants de classes élémentaires en ont déjà bénéficié.

Santa Fe est la seule ville d'Argentine et d'Amérique latine à avoir mis en œuvre une politique aussi robuste et pluridimensionnelle à destination des enfants. Ces initiatives lui ont permis d'affronter la pandémie en améliorant les conditions de vie de ses habitants et en favorisant l'éducation.

Depuis la fin de la crise sanitaire, la ville a repris ses activités d'intégration sociale, financées par son fonds d'assistance éducative. Des exercices de lecture dans les écoles et des interventions en matière d'éducation civique continuent ainsi d'avoir lieu, afin de rattraper les retards accumulés dans l'avancement des programmes scolaires et l'apprentissage des enfants.





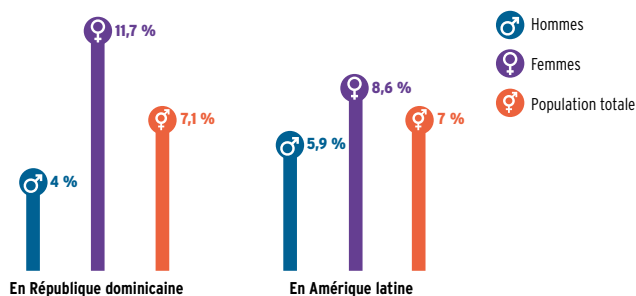
Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

La question du genre occupe une place centrale dans l'Agenda 2030 ; elle est transversale à la quasi-totalité des ODD. Les initiatives exposées dans cet ouvrage montrent divers exemples de prise en compte de cet enjeu en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans des projets touchant à l'éducation, la santé, le logement, etc. L'ODD 5 rappelle néanmoins la nécessité d'adopter des politiques publiques robustes et directement ciblées sur la parité ou l'autonomie des femmes.

Des inégalités de genre persistantes dans le monde du travail

En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'inscription de longue date à l'agenda politique de la question des inégalités liées au sexe ou au genre a permis des avancées en matière de respect des droits des femmes et des filles, et sur certains aspects spécifiques tels que la mise en place de politiques de quotas et la féminisation des charges politiques. Mais les améliorations n'ont pas été aussi nettes dans d'autres secteurs : les indicateurs de salaires, de pauvreté par sexe et de chômage sont le reflet d'une situation encore préoccupante en matière de travail et d'accès aux opportunités, qui s'est aggravée avec la pandémie de covid-19.

Taux de chômage désagrégé par sexe pour l'année 2022

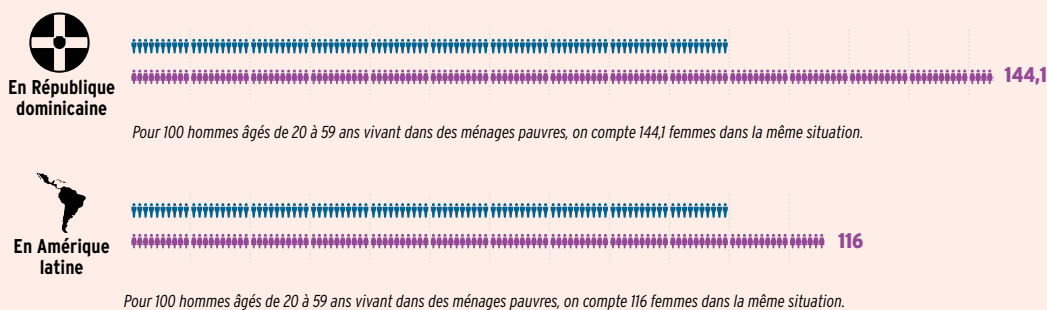


Source : OIT, 2023 (ILOstat, estimations).

Un levier régional pour la parité de genre

Pour tenter de réduire ces inégalités, un programme multi-pays baptisé « Initiatives de parité de genre » (IPG) a vu le jour en 2016, fruit d'un partenariat entre la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Forum économique mondial (FEM). Ensemble, ces deux acteurs se sont donné pour objectif de renforcer l'insertion économique des femmes en favorisant leur accès à des emplois décents dans le secteur privé et au sein des administrations publiques. À partir de 2018, l'Agence française de développement (AFD)

Indice de féminité des ménages pauvres en 2021



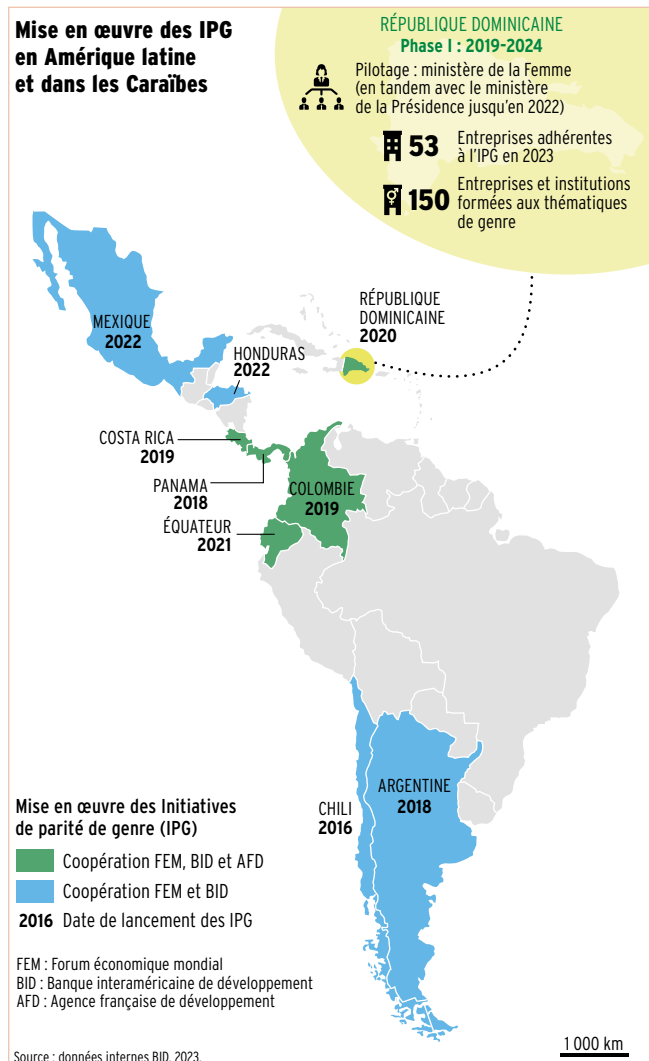
s'est jointe à leurs efforts ; elle contribue actuellement au financement des opérations menées dans cinq pays, dont la République dominicaine.

Renforcer l'intégration économique des femmes en République dominicaine

Avec un taux de chômage féminin deux fois supérieur à celui des hommes et trois femmes sur dix exerçant des activités domestiques non rémunérées, la République dominicaine connaît une situation très inégalitaire en matière de genre et d'accès aux opportunités économiques. Depuis le début des années 2000, cet État a tenté de pallier ce problème avec la mise en œuvre de trois plans nationaux successifs d'égalité et d'équité de genre (PLANEG I, II et III). Lancé en 2018, le plus récent fait directement référence à l'Agenda 2030 et tente de s'aligner sur plusieurs ODD. Responsable de sa mise en œuvre, le ministère de la Femme a également décidé d'embrasser le concept des IPG afin de bénéficier de l'appui stratégique d'acteurs expérimentés en matière de résorption de la brèche de genre.

Dans la première phase des IPG (2019-2024), des ateliers centrés sur le renforcement des capacités ont été menés au sein des institutions nationales chargées de la mise en œuvre de l'Agenda national d'égalité de genre. Un travail important de sensibilisation a également été effectué auprès des acteurs du secteur privé, afin de promouvoir une culture de l'équité et de la parité dans le monde de l'entreprise. Dans cette perspective, la mise en place au niveau national d'un label d'égalité de genre (IngalandoRD) a constitué une innovation majeure.

À mi-parcours de l'année 2023, 53 entreprises nationales adhéraient aux IPG, incluant des géants de la télécommunication, comme Altice ou Huawei. À terme, la construction de partenariats vertueux entre les institutions publiques et le secteur privé en République dominicaine devrait permettre de favoriser l'accès des femmes à de meilleures opportunités professionnelles et salariales. Pour cela,



le programme prévoit expressément de renforcer leur participation à des secteurs stratégiques de l'économie, tels que celui des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques.

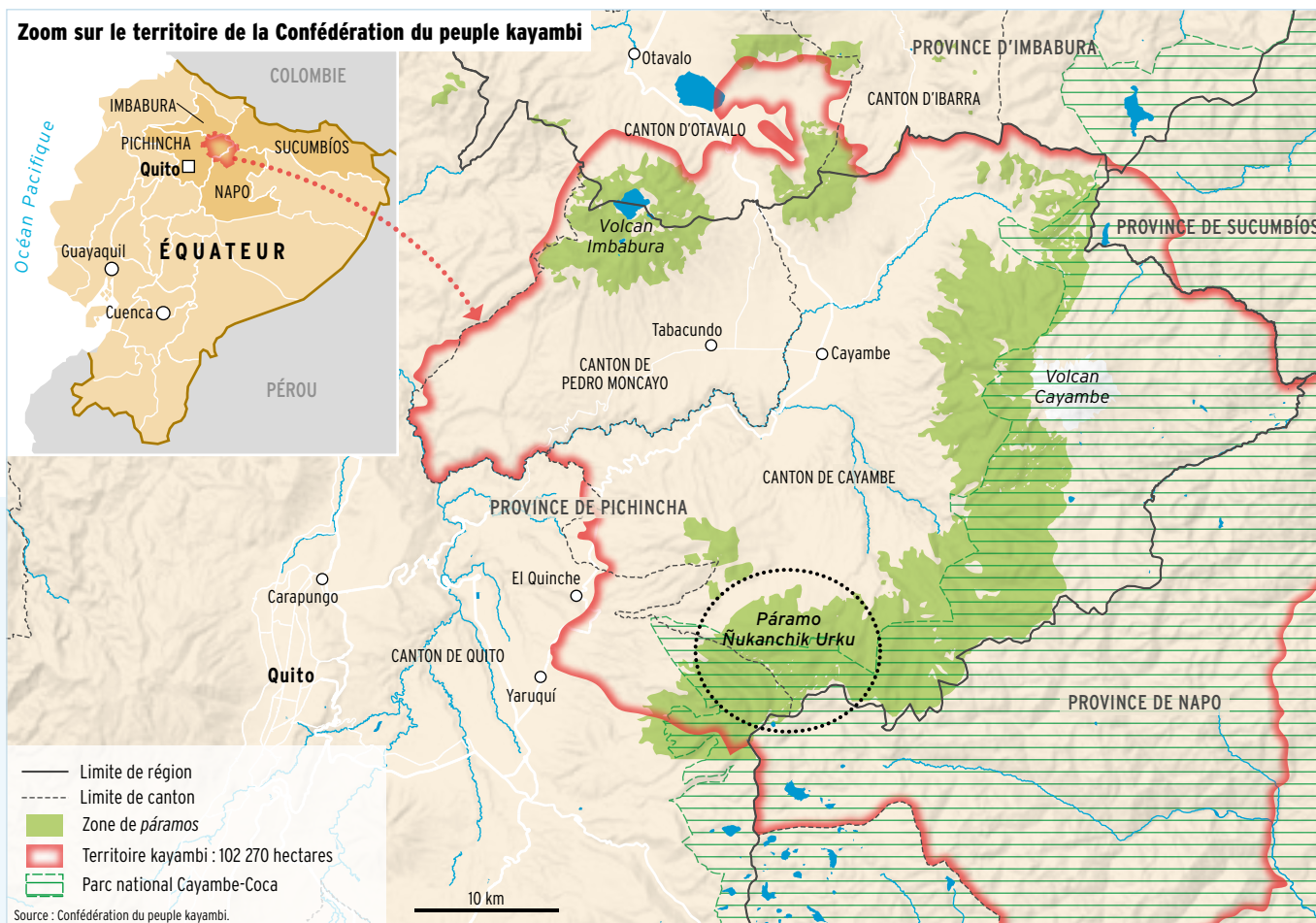
🎯 **Les IPG** sont un levier de coopération internationale visant la réduction de la brèche de genre dans les domaines économiques et du travail. Le concept est né en 2012, sous l'impulsion du FEM. Cet acteur était déjà à l'origine de la création, en 2006, du *Global Gender Gap Index* (GGGI), une méthodologie basée sur la prise en compte de quatre dimensions essentielles [économique, politique, éducative et de santé] pour mesurer l'écart entre les femmes et les hommes au niveau de la répartition des ressources et opportunités. Selon cette méthode de calcul, un score égal à 1 équivaut à une parité parfaite et un score proche de 0 montre un écart important entre sexes.

Située au **19^e** rang régional avec un **GGGI** de **0,703** pour l'année **2022**, la République dominicaine compte parmi les pays latino-américains les plus **inégaux** en matière de **genre**.



Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

En Amérique latine et Caraïbes, l'accès à l'eau potable a connu une nette amélioration au cours des dernières décennies, résultat notamment des efforts menés aux niveaux local et national en matière de fourniture de services publics. Toutefois, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalac) rapportait en 2019 que 7 personnes sur 10 n'avaient toujours pas accès au traitement des eaux dans la région.



Les défis liés à la gestion des ressources hydriques en milieu rural

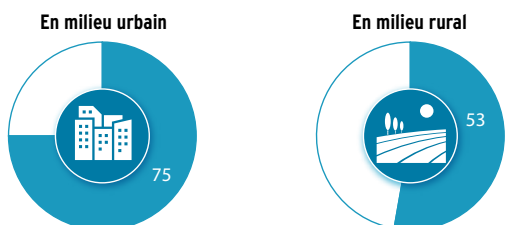
Dans les pays latino-américains, la question de l'accès à l'eau se pose surtout au niveau rural. En 2020, alors que 81 % de la population avait accès à une eau potable contrôlée en milieu urbain, seulement 53 % de la population rurale pouvait y prétendre. Outre ce problème d'approvisionnement, la préservation des ressources hydriques menacées par les rejets de polluants constitue également un enjeu majeur, car de nombreuses communautés dépendent de la bonne santé des cours d'eau et des océans pour l'exercice de leurs activités productives (pêche, pisciculture) et leur sécurité alimentaire.

Une mobilisation collective autour du páramo Ñukanchik Urku

Dans les Andes équatoriennes, les communautés du peuple kayambi œuvrent depuis plusieurs décennies à la préservation des páramos, des écosystèmes uniques à la région andine et essentiels pour leur approvisionnement en eau. La création du comité de páramo Ñukanchik Urku dans le canton de Cayambe en 1995 a permis de consolider leur lutte, dans un contexte de rivalité croissante pour l'accès à l'eau, revendiqué aussi par des acteurs privés (entreprises) et des collectivités publiques. Pour assurer la protection du páramo communautaire contre les incendies et les pratiques ou entrées illégales sur le territoire, des *Urku Kamas* (équivalents de gardes forestiers) bénévoles effectuent des rondes de surveillance chaque semaine. La mobilisation du comité a également reçu l'attention et le soutien de la sphère académique, avec la création, par des chercheuses de l'université internationale de l'Équateur (UIDE) et de l'université San Francisco de Quito (USFQ), d'un projet de recherche-action sur le partage et la conservation des ressources en eau dans cette région. Celui-ci a permis à la cause des communautés kayambi de se consolider, notamment grâce à l'organisation d'ateliers de formation aux

Part de la population ayant accès à un service d'eau potable en Équateur

En %



Source : Cepalc, 2020.

Les **páramos** sont des écosystèmes fragiles qui se situent à des altitudes variant entre 3 000 et 4 500 m, dans les montagnes tropicales d'Amérique centrale et du Sud. Abrisant une flore endémique très riche, ils jouent un rôle de régulation hydrique naturelle et remplissent en cela une fonction socio-économique primordiale pour les peuples autochtones et les habitants de la région andine.

techniques de plaidoyer. Des mesures de qualité effectuées sur les cours d'eau voisins ont aussi fourni aux communautés de nouveaux arguments techniques et politiques, à mobiliser auprès des pouvoirs locaux et nationaux pour lutter contre les rejets de polluants effectués par certaines entreprises.

Dans un pays où le rôle des organisations de base dans la conservation des ressources hydriques bénéficie déjà d'une reconnaissance constitutionnelle, le comité espère désormais voir son combat récompensé par la mise à disposition de fonds et de leviers juridiques plus robustes pour continuer à protéger le páramo de Ñukanchi Urku.



7 ÉNERGIE PROPRE
ET D'UN COÛT
ABORDABLE

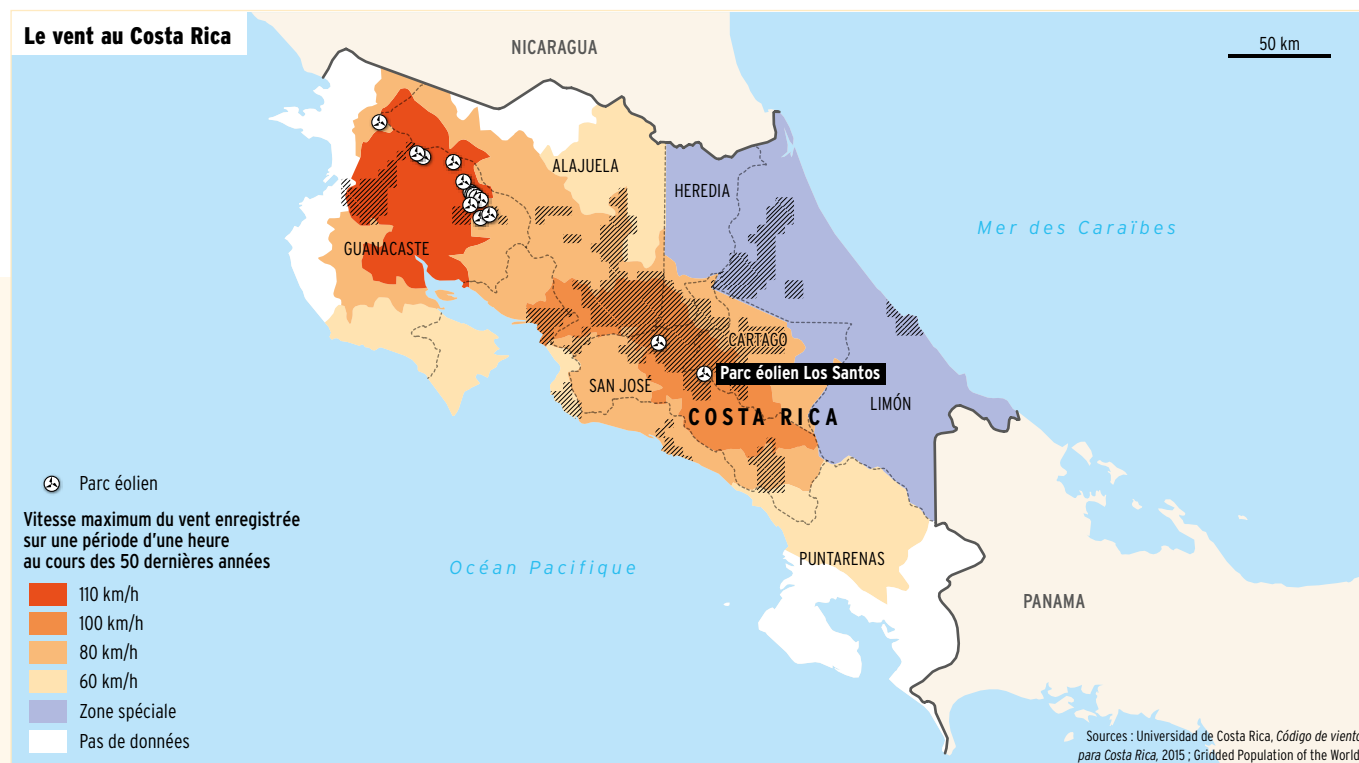


Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

Depuis le début des années 2000, la question énergétique a occupé une place centrale dans l'agenda du développement en Amérique latine, conduisant de nombreux États à renforcer leurs stratégies nationales en matière d'approvisionnement et de gestion des énergies. Si la quasi-totalité de la population bénéficie aujourd'hui d'un accès fiable à l'électricité, des défis majeurs restent cependant à relever pour accroître la soutenabilité et l'efficacité des modèles énergétiques en vigueur.

Financer la transition énergétique

Dans l'Agenda 2030 pour le développement durable, la transition vers des énergies plus propres et durables constitue l'un des grands horizons fixés par l'ODD 7. Pourtant, le passage à des modèles d'approvisionnement fondés sur le recours à des énergies renouvelables engendre des coûts importants, générés notamment par la mise en place de nouvelles infrastructures. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la coopération internationale et les partenariats public-privé ont offert des solutions de financement probantes pour accompagner les gouvernements dans la mise en œuvre de stratégies énergétiques plus durables. Au cours des deux dernières décennies, certains États de la région se sont néanmoins distingués par leur engagement très actif dans ce domaine, à l'image du Costa Rica, qui s'est doté en 2019 d'un ambitieux plan de décarbonation.



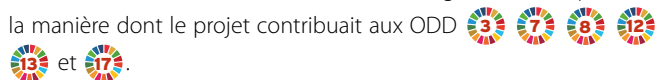
Le Costa Rica, leader régional en matière d'énergies renouvelables

Parfois désigné comme « le pays de l'électricité renouvelable », le Costa Rica a mis en œuvre une stratégie très efficace et diversifiée en matière d'approvisionnement énergétique. En 2022 et pour la huitième année consécutive, il a produit plus de 98% d'énergie renouvelable, une proportion équivalente à celle de la Norvège. Outre ses quatorze centrales hydroélectriques (qui produisent 70% de l'électricité consommée au niveau national) et la mise à profit de sa chaîne de volcans actifs grâce à des systèmes géothermiques, ce pays a pris le parti de développer un axe éolien, avec le soutien de partenaires privés internationaux.

Une contribution vertueuse du secteur privé aux ODD

Initié dès le début des années 2010, sur les vestiges d'un ancien projet de centrale énergétique non renouvelable, le projet « Los Santos Wind Power Project » a consisté en la construction d'un parc éolien dans la région montagneuse de Los Santos, située au sud de la capitale San José.

Fruit d'une coopération fructueuse entre un acteur local, la coopérative d'électrification rurale Los Santos Coopesantos et l'entreprise allemande Carbonbay, à l'origine de nombreux projets de développement liés aux énergies renouvelables dans le monde, la construction du parc et sa mise en fonctionnement se sont déroulées sous l'œil attentif des habitants de la région, réunis en comités de coordination. Une attention constante a également été portée à la manière dont le projet contribuait aux ODD



Le parc éolien de Los Santos en chiffres

Superficie **46 hectares**

Vitesse moyenne du vent **10 m/s (36 km/h)**



Production annuelle

20 000 MWh

7 groupes d'éoliennes

850 kW par éolienne

15 aérogénérateurs

Le parc permet de fournir de l'électricité propre à 50 000 Costariciens (11 000 ménages) dans la région



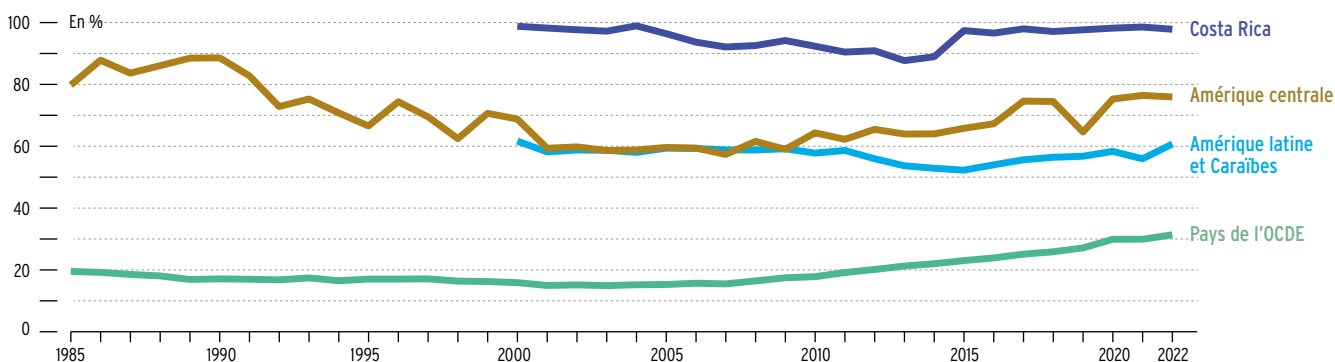
Réduction des émissions de CO₂ du pays d'environ **15 000 tonnes**

Connue pour son caractère très venteux, la région de Los Santos constituait en outre une zone d'implantation stratégique, s'agissant d'un territoire rural en marge du développement du pays et mal relié aux circuits de distribution de l'électricité. Dès le départ, l'érection du parc éolien avait donc vocation à bénéficier doublement aux habitants de la région, en améliorant leur approvisionnement énergétique et en générant des opportunités d'emplois. Ce double objectif a été atteint.

Sur le plan énergétique, les ressources produites par le parc éolien ont permis de produire 20 000 MWh d'électricité par an et d'alimenter 50 000 personnes en énergie propre, assurant aux habitants de la région un accès plus sécurisé. Sur le plan socio-économique, le parc éolien a directement généré six emplois techniques qualifiés à plein temps, ainsi que quatorze emplois indirects. Le parc continue d'être exploité par Coopesantos et contribue durablement à la production énergétique nationale.

Proportion d'électricité provenant des énergies renouvelables

Hydroélectricité, photovoltaïque, éolien, biomasse, géothermie et énergie marémotrice





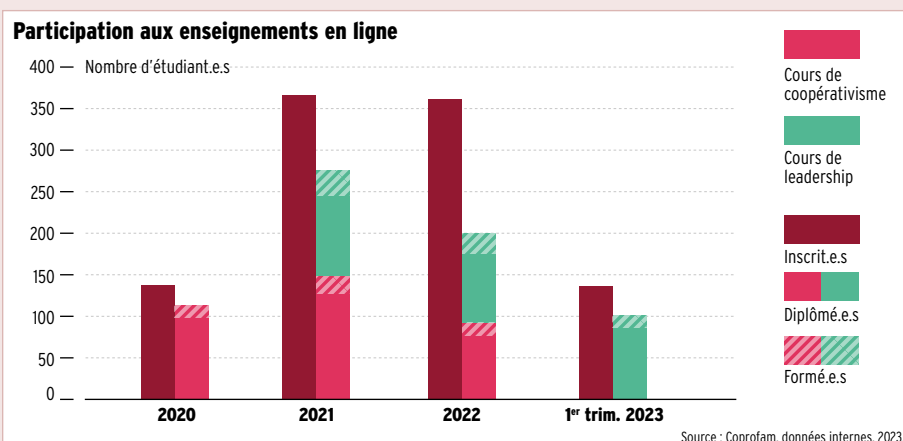
Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Considéré comme un secteur à faible productivité économique, l'agriculture représente pourtant une source non négligeable d'emploi en Amérique latine et Caraïbes. Absorbant près de 18 % de la main d'œuvre active totale entre 2014 et 2021, d'après des données de l'Organisation internationale du travail (OIT), elle se caractérise aussi par une forte présence de petits producteurs et d'entreprises familiales. Soutenir ces structures, les aider à innover, à monter en compétence et à produire de manière plus durable sont autant d'enjeux clés promus par l'objectif 8.



Des initiatives régionales tournées vers la construction de régulations économiques communes

Au début des années 1990, la création du Marché commun du Sud (Mercosur) a marqué un jalon important dans le projet de construction de normes économiques communes en Amérique du Sud. Dans le sillage de cette initiative, la Confédération des organisations de producteurs familiaux du Mercosur élargi (Coprofam) a été conçue comme un levier de coopération sur les thématiques de l'agriculture familiale, paysanne et autochtone. Elle s'est constituée comme un réseau de fédérations nationales, elles-mêmes reliées à des organisations et coopératives locales, en contact direct avec des petits producteurs ruraux. Non contente de travailler avec les pays membres du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), elle a aussi admis la Bolivie, le Pérou et le Chili parmi ses membres. Dans les années 2000, elle a focalisé ses efforts sur des activités de plaidoyer, en vue de défendre les valeurs du coopérativisme et de l'agriculture familiale à l'échelle régionale et internationale.

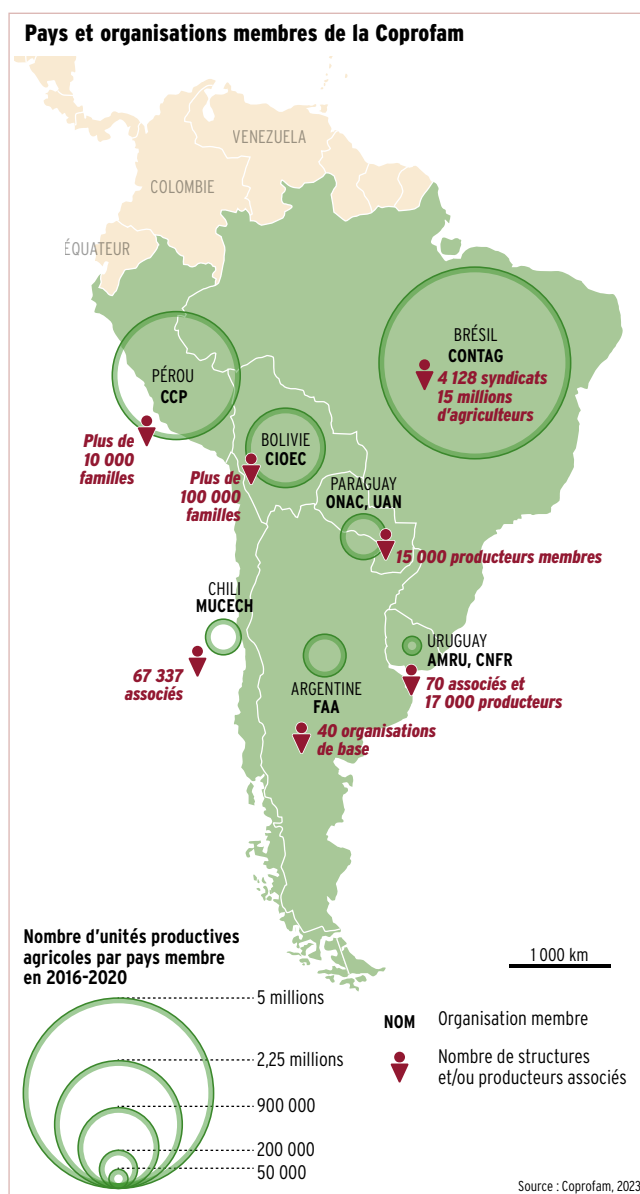


Soutenir le coopérativisme et la montée en compétences des agriculteurs

Forte de son expérience, la Coprofam a peu à peu développé de nouvelles activités et des partenariats vertueux avec des organisations de plus grande ampleur, notamment pour financer des programmes de formation à destination de ses membres. En 2019, grâce à un apport financier du Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA), et avec l'appui technique de l'Institut interaméricain de coopération en matière d'agriculture (IICA), elle a mis en œuvre une plateforme digitale d'apprentissage, avec un premier cours axé sur le coopérativisme et les techniques de gestion associative ou entrepreneuriale. Loin d'interrompre cet élan, la crise sanitaire n'a fait que le renforcer, en démontrant l'intérêt de modules en ligne, accessibles depuis tous les pays membres – à condition de bénéficier d'une connexion internet.

Renouvelés sur plusieurs années, les modules ont connu un grand succès auprès des agriculteurs et leaders sociaux des mouvements paysans. Ils ont permis à de nombreux entrepreneurs et entrepreneuses de monter en compétences sur des sujets essentiels pour le développement ou la pérennisation de leur activité, contribuant ainsi à la réalisation des cibles de l'indicateur 8.3, sur l'appui aux petites structures.

Au fil du temps, la maquette pédagogique a également été améliorée et enrichie : la Coprofam a été très attentive à adapter son offre de formations aux besoins exprimés par les participants, recueillis grâce à des enquêtes de satisfaction. Après l'introduction réussie d'un cours sur le leadership et les techniques de plaidoyer, elle s'apprête désormais à lancer un module très attendu sur l'usage des réseaux sociaux et des nouveaux moyens de communication à des fins commerciales. Elle veille aussi, depuis le lancement de l'initiative, à respecter une règle de parité dans la sélection des élèves, soucieuse de garantir aux femmes l'accès à ses formations.



En Amérique latine, les **petits producteurs** représentent **45 à 80 %** de l'ensemble des producteurs d'aliments, contre moins de 10 % en Europe. 🌱

(Source : Cepal, 2019)

🕒 **Carlos Mermot** travaille pour la Coprofam comme coordinateur des projets et partenariats internationaux. Revenant sur la mise au point des formations en ligne en 2019, il se souvient : « Au début, ça n'a pas bien fonctionné ». Il explique que la dimension autogérée et le manque de lien avec les étudiants ont été à l'origine de nombreux échecs et abandons, durant la première tentative de numérisation des enseignements. « À partir de la deuxième saison, nous avons incorporé des tuteurs, un par pays. » Cette décision ainsi que l'ajout de supports plus interactifs, dans des formats audiovisuels, ont été cruciaux pour assurer un meilleur suivi des participants et leur permettre d'obtenir leur diplôme.



Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Longtemps handicapées par des voies de communication déficientes, les villes latino-américaines se sont dotées de systèmes de transport collectif plus efficaces à partir des années 2000. Suivant l'exemple de Curitiba (Brésil) et de Bogota (Colombie), plusieurs villes ont aménagé des voies dédiées à des bus rapides (BRT). À l'image de Medellin (Colombie), d'autres ont opté pour des systèmes multimodaux, connectés aux quartiers populaires périphériques par des téléphériques. Mais la mise en œuvre de ces infrastructures n'a pas suffi à détrôner la voiture comme moyen de transport privilégié des classes moyennes et aisées, freinant la transition vers des mobilités plus durables.

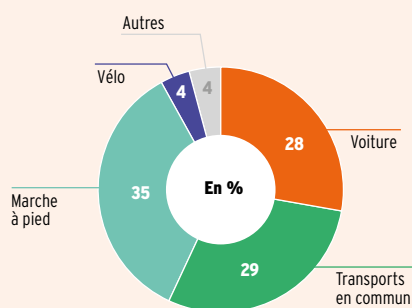
Le défi d'une mobilité urbaine durable en Amérique latine et à Santiago (Chili)

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la question de la mobilité urbaine demeure un défi pour les autorités locales et nationales. Selon la Banque interaméricaine de développement (BID), trois villes de la région (Bogota, Sao Paulo et Mexico) figuraient dans le top cinq du classement des villes les plus congestionnées au monde en 2019. Sans atteindre le niveau d'embouteillage et de pollution de ses consœurs, Santiago a aussi été confrontée à des problématiques de mobilité, révélées au grand jour par les émeutes urbaines de 2019. Si elle est aujourd'hui la capitale d'Amérique latine dont les habitants utilisent le moins la voiture pour leurs déplacements, c'est grâce aux

efforts continus déployés au cours des deux dernières décennies.

Dès l'an 2000, la municipalité s'est dotée d'un Plan de transports urbains (PTUS 2000), structuré autour de douze programmes de modernisation du transport public. L'un d'eux a mené à la construction du Transantiago, un réseau de transport public multimodal et intégré comprenant un métro, des bus et des trains. Inauguré en 2007, il a connu un démarrage difficile, mais ses progrès ont été rapides. Une étape décisive et plus récente de sa consolidation a été l'électrification des autobus. À ce jour, 31 % des bus circulant dans la ville sont électriques, l'objectif des autorités étant d'atteindre les 100 % en 2030. Avec 200 bus électriques, Santiago dispose déjà de la plus grande flotte d'Amérique latine et des Caraïbes.

Répartition modale des transports journaliers à Santiago



Source : Rivas et alii, 2019.

Une révolution cycliste au Chili ?

Au Chili, le succès du vélo et son usage accru comme modalité de transport journalier ont aussi permis d'enrichir le débat public en faisant surgir de nouvelles propositions et causes de mobilisation. Dans le sillage des manifestations d'octobre 2019 contre les inégalités, des collectifs de cyclistes se sont engagés dans la lutte sociale, donnant naissance à un mouvement de « révolution cycliste plurinationale ». Leurs revendications en matière de réduction des émissions carbone, de valorisation des mobilités actives et surtout de sécurité en ville alimentent désormais les réflexions de la scène politique chilienne.

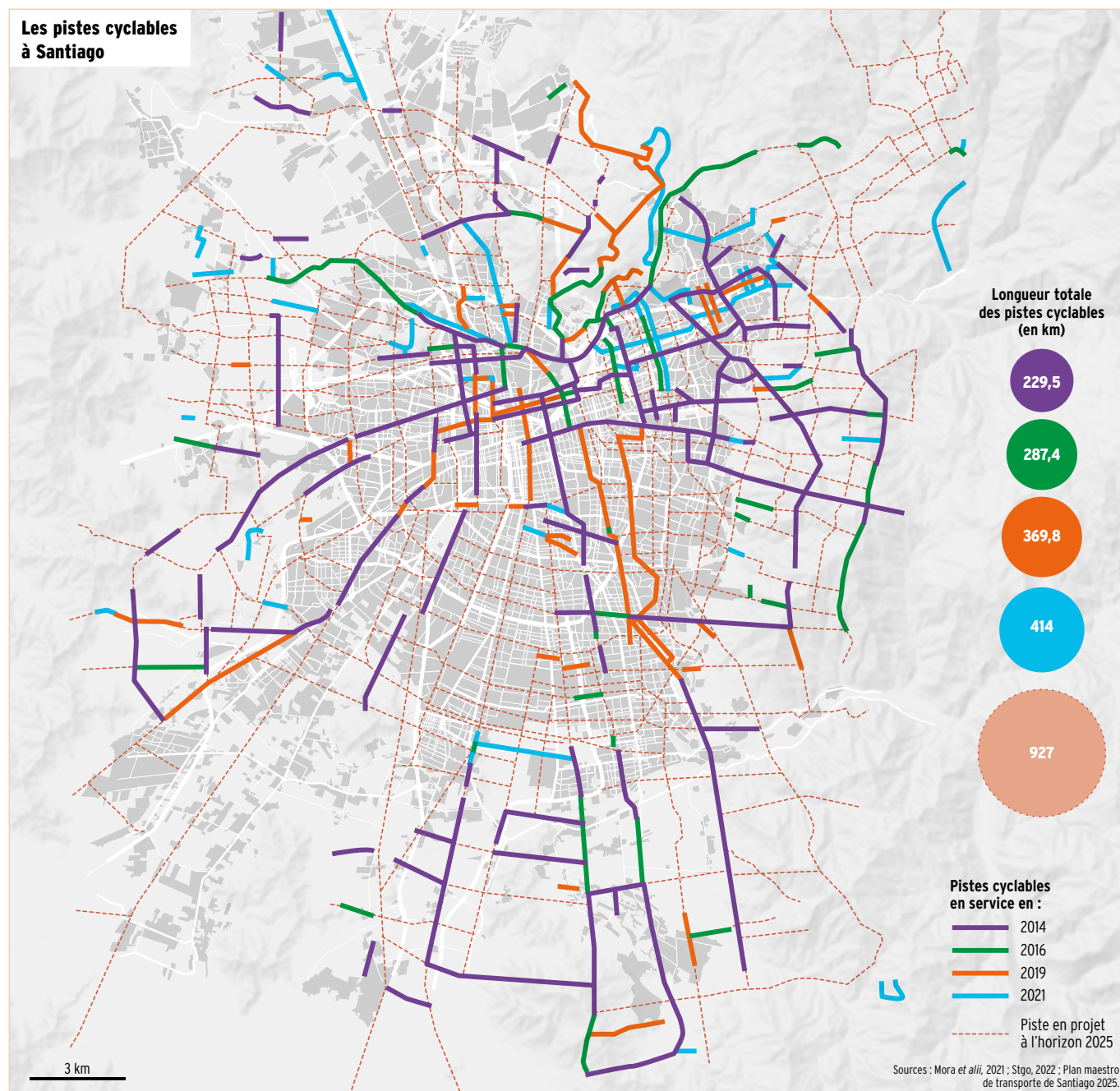
Des vélos pour les habitants de Santiago

Un dernier accomplissement de la capitale chilienne en matière de mobilité inclusive et durable a été d'encourager le recours au vélo, grâce à la restructuration des espaces publics et l'aménagement de voies dédiées. Entre 2014 et 2019, la couverture des pistes cyclables est passée de 229 à 369 km dans l'aire métropolitaine de Santiago (AMS), entraînant avec elle une hausse des transports journaliers cyclistes. Ils sont passés de 4 % du total des mobilités quotidiennes en 2015 à 7 % en 2020.

Outre ces aménagements publics, le vélo s'est aussi popularisé grâce à l'installation d'un réseau de 250 bornes de vélos en libre-service dans diverses communes de l'AMS. Baptisé Bike Santiago, ce système

a pu être mis en œuvre grâce à l'établissement d'un partenariat public-privé avec l'opérateur brésilien Tembici, lui-même associé à la banque Itaú et déjà présent dans d'autres villes du continent.

Les usagers de Santiago peuvent désormais compter sur 3 500 vélos électriques, reconnaissables à leur couleur orange et traçables grâce à une application mobile dédiée. En 2023, le coût d'un trajet unique (1€ pour la première heure) demeure légèrement plus élevé que celui du Transantiago, mais l'abonnement mensuel (environ 6 €) offre une alternative de mobilité très avantageuse pour les personnes valides. À Santiago comme dans d'autres villes du continent, les cyclistes militent pour inciter les autorités à aller plus loin dans l'exploration et la priorisation des mobilités actives.





Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein

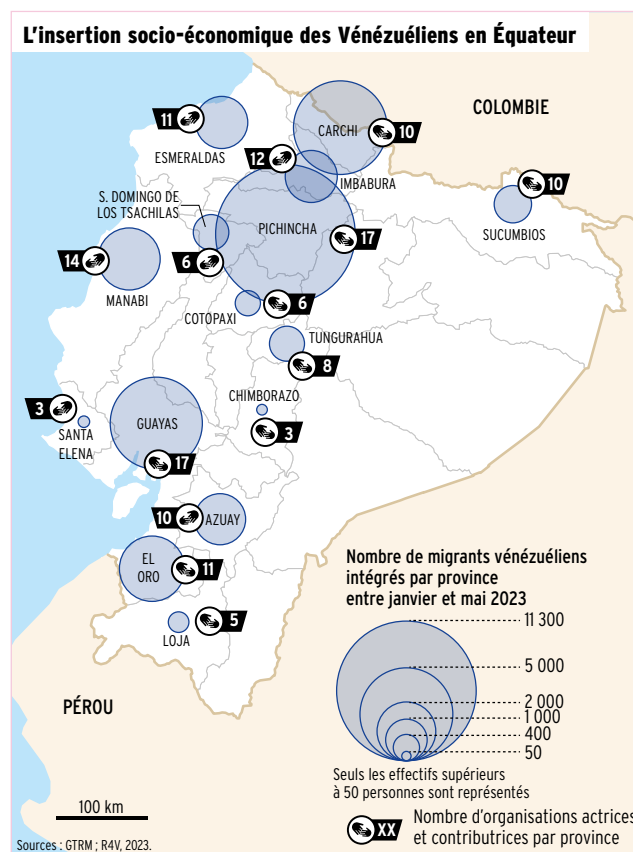
Les inégalités représentent un problème majeur à l'échelle mondiale. Principal obstacle à l'accomplissement d'un développement durable, elles sont souvent exacerbées par les flux migratoires massifs causés par les conflits politiques ou les désastres environnementaux.

Inégalités et migrations : les défis de la crise vénézuélienne

Au Venezuela, la répression politique et la dégradation de la situation économique ont enclenché un mouvement migratoire massif, à l'origine de profonds bouleversements en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans une région où les taux d'inégalités socio-économiques dépassaient déjà de 30 % la moyenne mondiale, l'arrivée de près de 6,8 millions de Vénézuéliens réfugiés, souvent en situation de vulnérabilité, a constitué un véritable défi en matière de prise en charge. Au sein des sociétés d'asile, cette vague de migrants a parfois été perçue comme une menace, si bien que de nombreux ressortissants vénézuéliens ont été confrontés à des réactions d'exclusion et de rejet.

Une réponse coordonnée à l'échelle régionale

Face à l'ampleur du phénomène et à ses répercussions en termes de renforcement des inégalités, les gouvernements et acteurs humanitaires de la région ont néanmoins tenté d'œuvrer pour apporter de l'aide à ces populations. En 2018, une Plateforme régionale de coordination inter-organisations pour les réfugiés et les migrants du Venezuela (R4V) a été créée afin de faciliter l'articulation de leurs efforts. Placée sous l'égide de l'Organisation internationale pour les



En 2021,
15 000 Vénézuéliens
 étaient réfugiés à Cuenca
 dans la province d'Azuay.
25 % d'entre eux
 vivaient dans la rue.

(Source : Fondation Hacienda Panas, 2021)

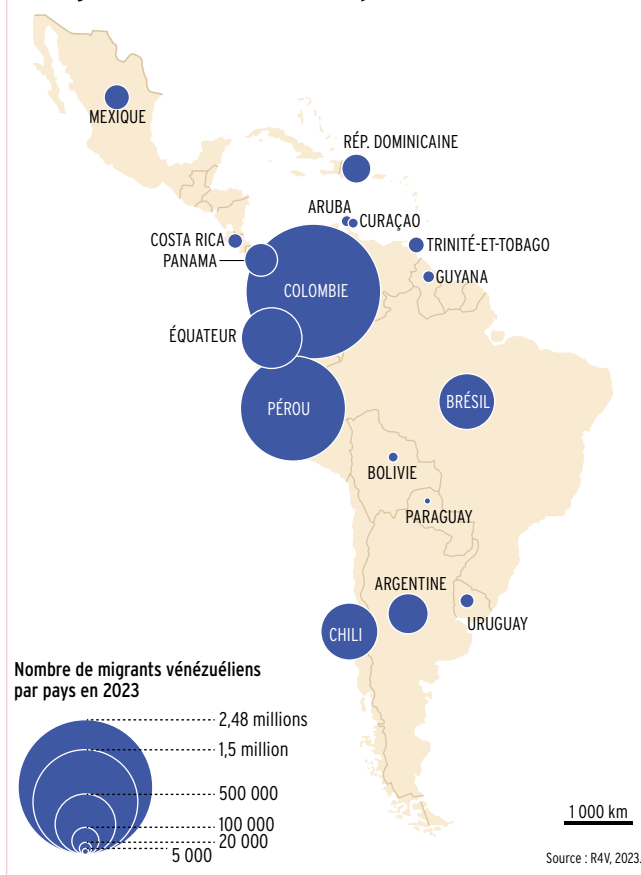


migrations (OIM) et du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), celle-ci a eu le mérite de fédérer les contributions d'une large palette d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, à l'international et dans 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En quelques mois, le R4V a réussi à faire émerger un Plan régional de réponse pour les réfugiés et migrants. Celui-ci a abouti à la définition de trois axes prioritaires d'intervention : la construction d'une réponse humanitaire coordonnée aux besoins des réfugiés et des migrants vénézuéliens, la promotion de leur intégration socio-économique dans les communautés d'accueil et le renforcement de la protection de leurs droits fondamentaux. Pour accompagner la mise en œuvre de politiques et de mesures concrètes, le R4V s'est déployé au travers de plateformes nationales dédiées dans les principaux pays d'asile (Brésil, Chili, Colombie, Équateur et Pérou) ainsi que d'entités de coordination multi-pays dans les Caraïbes, en Amérique centrale, au Mexique et au niveau du cône Sud.

L'Équateur, un acteur clé du R4V

Avec la prise en charge de 11 417 Vénézuéliens entre janvier et mars 2023, l'Équateur s'est affiché comme un acteur modèle dans la mise en œuvre du plan régional de réponse pour les réfugiés et migrants. La création d'un Groupe de travail en matière d'intégration sociale et économique (GISE) a compté parmi les mesures phares adoptées en vue de faciliter l'accueil des personnes. Elle a permis de gérer efficacement les flux migratoires en répartissant les nouveaux arrivants dans différentes provinces et en décentralisant le suivi de ces populations. Dans tout le pays, le processus d'intégration s'est matérialisé par des mesures visant l'insertion économique des personnes et leur accès à des opportunités d'emploi. Le GISE a aussi instauré des réseaux de soutien et des espaces de participation pour les populations réfugiées, encourageant l'établissement d'un dialogue pacifié et nourri avec les communautés locales. De tels efforts ont eu un impact déci-

Les migrants vénézuéliens en Amérique latine et Caraïbes



sif sur la cohésion sociale et l'inclusion des Vénézuéliens dans leurs sociétés d'accueil. Une des clés de la réussite du modèle équatorien a été de mobiliser, autour du GISE, une constellation d'acteurs civils, gouvernementaux et internationaux, qui ont activement contribué à l'effort d'inclusion. La collaboration de 26 partenaires, parmi lesquels des ONG locales telles que la fondation Hacienda Pana, a ainsi permis de mener des actions diverses et intégrées dans tout le pays et à plusieurs niveaux de gouvernance.

La fondation Hacienda Panas

Cette fondation compte parmi les partenaires clés du GISE. Elle a été fondée en 2018 pour offrir aux migrants vénézuéliens des espaces de sociabilité. Basée à Cuenca, elle tente de venir en aide aux réfugiés en situation irrégulière installés dans la région. Elle a déjà réussi à en préparer un grand nombre à entrer sur le marché de l'emploi. Elle a aussi œuvré au dialogue interculturel, gage de cohabitation pacifiée entre communautés.

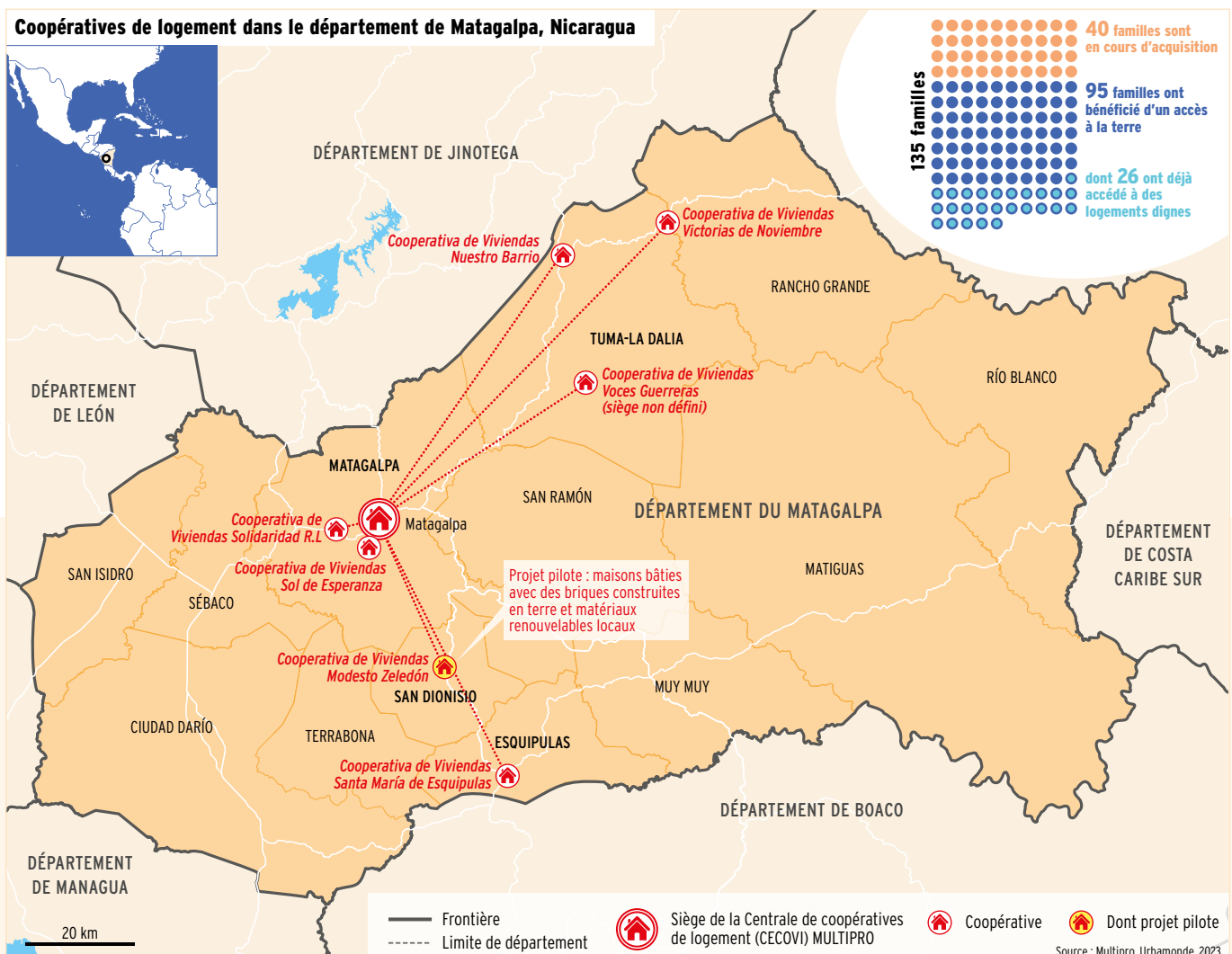
“ L'Amérique latine n'est pas le continent le plus pauvre, mais peut-être bien le plus injuste.

RICARDO LAGOS,
ANCIEN PRÉSIDENT DU CHILI,



Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

Depuis les années 1970 et la première conférence Habitat sur les établissements humains, l'intérêt de la communauté internationale pour les enjeux urbains n'a cessé de croître. Les villes constituent en effet des espaces stratégiques pour le développement durable et la lutte contre le changement climatique. Aujourd'hui, plus de la moitié de l'humanité se concentre dans les villes et les prévisions estiment à près de 70 % le taux d'urbanisation du monde en 2050.



L'habitat collaboratif: une pratique ancrée de longue date en Amérique latine

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la barre des 80% de citadins a déjà été dépassée et de nombreuses villes font face à des problématiques aiguës d'habitat précaire ou de déficit de logement. Historiquement, pourtant, la région a été un terrain privilégié pour le développement de solutions créatives en matière urbaine et de logement, avec une tradition ancienne de construction par aide mutuelle. En Uruguay, le travail pionnier mené dans les années 1960 par les premières coopératives de logement a permis à l'habitat coopératif d'acquiescer ses lettres de noblesse et d'émerger comme une solution convaincante. À rebours d'initiatives de production massive et standardisée de logement, assez populaires dans certains États latino-américains et généralement peu soucieuses des besoins réels des populations ciblées, ce modèle offrait aux familles vulnérables la possibilité de reprendre en main leur trajectoire d'habitat et d'accéder à des logements dignes adaptés à leurs modes de vie. Regroupés sous la coupe d'une organisation parapluie, la Fédération uruguayenne de coopératives de logement pour l'aide mutuelle (FUCVAM), les mouvements sociaux d'habitat et leurs partenaires internationaux ont d'ailleurs œuvré pour la diffusion de leurs idées et savoir-faire, qui peu à peu sont parvenus à gagner d'autres pays de la région et du monde.

L'expérience des coopératives de logement au Nicaragua

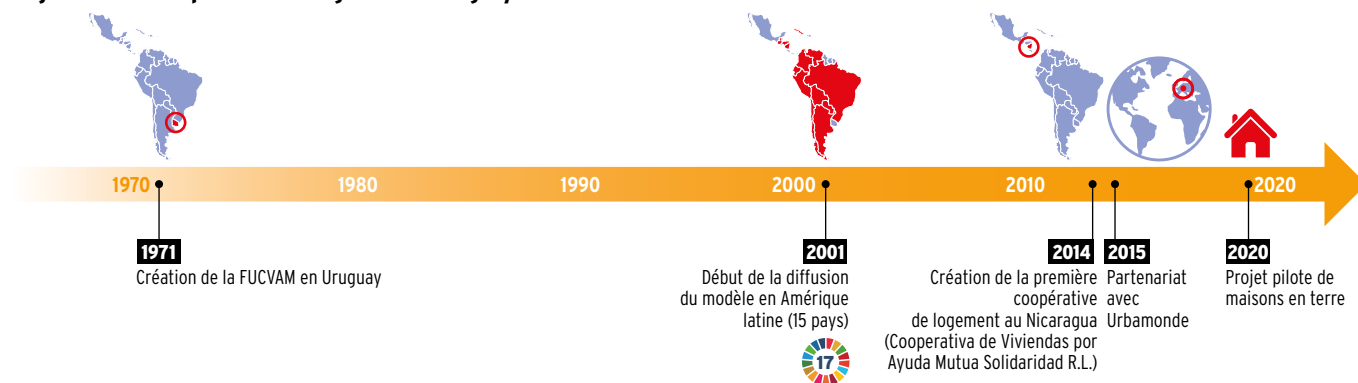
Au Nicaragua, dans l'un des départements les plus peuplés et urbanisés, le Matagalpa, des mobilisations civiles et associatives au milieu des années 2010 ont donné naissance aux premières coopératives d'habitation. Avec l'accompagnement de la FUCVAM, celles-ci se sont donné pour mission de proposer des solutions de logement

○ Aide mutuelle et production du logement.

En Amérique latine, les modalités de construction de logements par aide mutuelle s'ancrent dans une tradition ancienne d'entraide au sein des communautés autochtones. Dans de nombreux pays, on les désigne encore au moyen de termes provenant des langues quechua et tupi-guarani : *minga*, en espagnol, et *mutirão* en portugais. Ce dernier a par exemple donné son nom à plusieurs programmes gouvernementaux de logement au Brésil.

digne à des familles à revenus modestes. Dès 2014, elles ont bénéficié du soutien d'Urbamonde, une ONG franco-suisse spécialisée dans l'habitat coopératif, qui les a aidées à se structurer. Les fonds de coopération internationale canalisés par cette organisation ont aussi été d'un grand intérêt dans le processus. Ils ont été employés pour rémunérer les services de la coopérative de professionnels Multipro, qui s'est affirmée comme un partenaire local clé dans la mise en œuvre des projets. Expérimenté en matière d'aide mutuelle et de soutien aux petites structures, cet acteur a été présent aux côtés des coopératives dès la phase de formation des groupes solidaires d'habitants. Il a également accompagné ceux-ci dans leur initiation aux stratégies d'épargne (individuelle et collective) en vue de financer l'achat des terrains et matériaux, puis dans leur apprentissage et formation aux techniques de construction. Soucieux de son impact sur les inégalités de genre et l'insertion des femmes, il a veillé à accorder à celles-ci un rôle central dans les groupes d'épargnants et la conduite des projets de construction.  Encouragés par le succès des expérimentations menées jusque-là, Multipro, Urbamonde et les coopératives de Matagalpa continuent d'œuvrer main dans la main pour la promotion de solutions de logement digne et durable.

Trajectoire des coopératives de logement nicaraguayennes

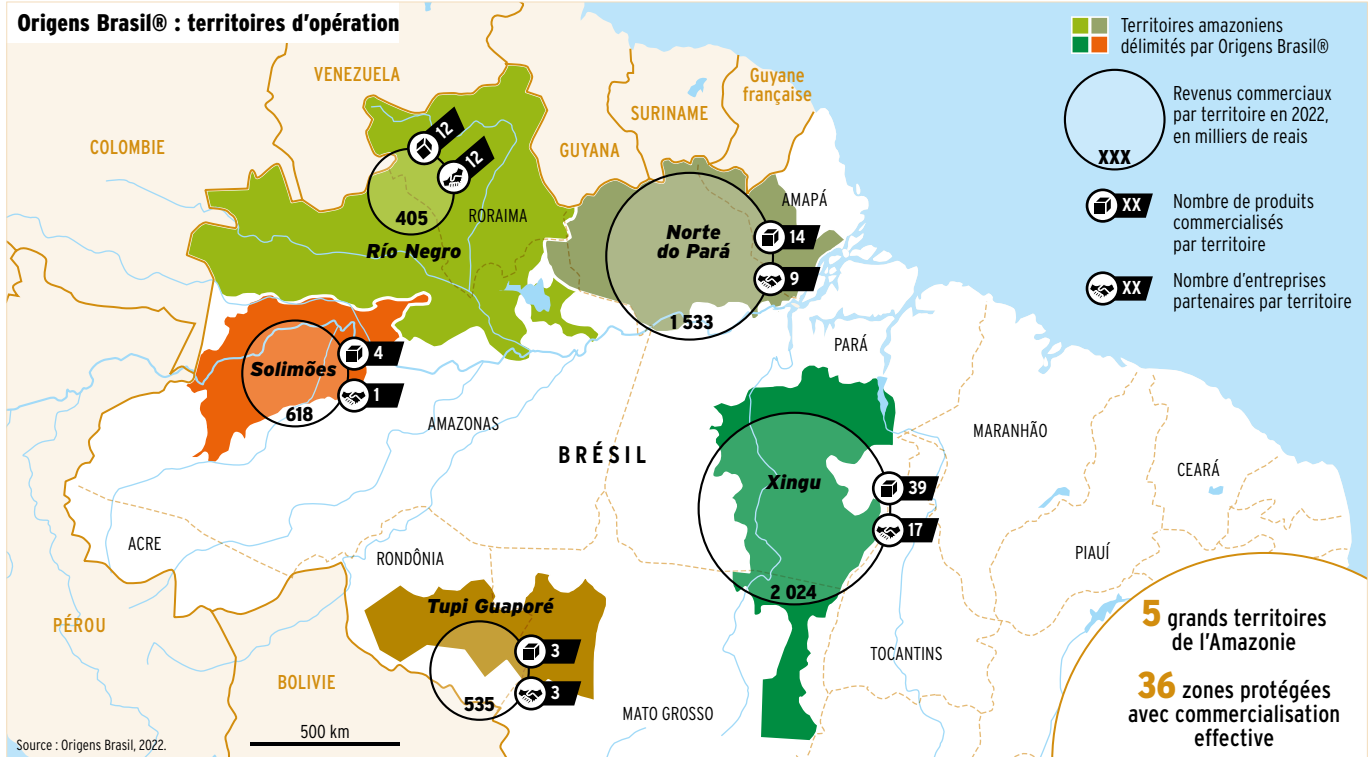


Sources : FUCVAM, Building and Social Housing Foundation, Urbamonde.



Établir des modes de consommation et de production durables

Face au changement climatique et à la nécessité d'adopter, à l'échelle globale, des comportements plus responsables du point de vue écologique, construire des modes de consommation et de production plus durables constitue un enjeu essentiel. L'ODD 12 met l'accent sur l'importance de l'engagement collectif des gouvernements, du secteur privé et de la société civile.



Le Fonds Amazonie

Il a été créé en 2008 par le gouvernement fédéral brésilien pour capter des ressources internationales destinées à financer des activités de prévention et de lutte contre la déforestation dans la région amazonienne. Administré par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), ses principaux donateurs sont les gouvernements norvégien et allemand ainsi que la compagnie pétrolière Petrobras. Paralysé par la suspension de ses instances de gouvernance en juin 2019, il a malgré tout poursuivi certaines activités. Il a été relancé en 2023 avec le retour au pouvoir du président Lula.



3 328 producteurs et productrices inscrit.e.s dans le réseau



35 entreprises membres qui commercialisent les produits

Des modes de consommation et de production qui pèsent sur la biosphère

Comparée à d'autres régions du globe, telles que l'Europe ou l'Asie du Sud-Est, la région Amérique latine et Caraïbes se caractérise par une empreinte écologique relativement faible. Toutefois, certains de ses États les plus peuplés figurent individuellement assez haut dans les classements des pays où la consommation humaine est la plus demandeuse vis-à-vis de la biosphère. D'après les données du Global Footprint Network, le Brésil se situait à la sixième place en 2018, non loin derrière la Chine, les États-Unis et l'Inde. Mais contrairement à ces derniers, il compensait son empreinte « brute » grâce à la disponibilité de terres productives et de ressources naturelles, capables d'absorber une partie de ses émissions carbone. Cette importante « biocapacité », qui le distinguait d'autres pays de la région – Mexique notamment – ou du monde, a néanmoins été remise en question au cours des dernières années, notamment au regard de l'impact des dégradations subies par la forêt amazonienne. Si les scientifiques peinent encore à mesurer les effets de ces changements, la création de mécanismes de préservation des ressources naturelles apparaît en tout cas comme un enjeu complémentaire de la construction de modes de production et de consommation plus durables.

Allier production durable et conservation dans la région amazonienne

Créé en 2016 et soutenu en partie par le Fonds Amazonie, un levier brésilien de financement d'initiatives vertueuses dans la région du bassin amazonien, le label Origens Brasil® a su s'inscrire dans cette double perspective. En constituant un réseau de petits producteurs locaux, d'entreprises et d'organisations communautaires représentatives de peuples autochtones, il a œuvré pour la mise en circulation de produits d'origine naturelle et éthique, aisément identifiables et

traçables pour le consommateur. Le site internet de l'organisation affiche d'ailleurs fièrement les « histoires » derrière chaque produit, en valorisant les processus d'extraction ou de manufacture et leurs acteurs. Un système de QR codes placés sur les produits permet également d'accéder à ces contenus depuis leur lieu de distribution physique.

Non content de promouvoir des pratiques de production et de consommation durables, le label a aussi fait le pari d'allier production et conservation, en concentrant ses efforts sur des acteurs et des territoires clés en matière de préservation de la biodiversité. Essentiellement axé sur des entrepreneurs, des savoir-faire et des matières premières du bassin amazonien, il s'est affirmé comme un levier de génération de valeur au service des économies locales et du renforcement des capacités des défenseurs et habitants traditionnels de la forêt. Les partenariats équitables instaurés avec des firmes nationales diverses et emblématiques – célèbres créateurs de sandales de plage ou chaînes de supermarchés – ont ainsi permis à ces entrepreneurs-défenseurs d'accroître et de stabiliser leurs revenus, tout en continuant à exercer un impact environnemental positif. Récompensé en 2019 par le Prix international de l'innovation pour l'alimentation et l'agriculture durable, Origens Brasil® n'a cessé, depuis sa création, d'étendre sa carte de produits et de partenariats – et ce malgré la paralysie du Fonds Amazonie sous le gouvernement Bolsonaro.



58 millions d'hectares de forêt conservés
par les peuples autochtones et populations traditionnelles

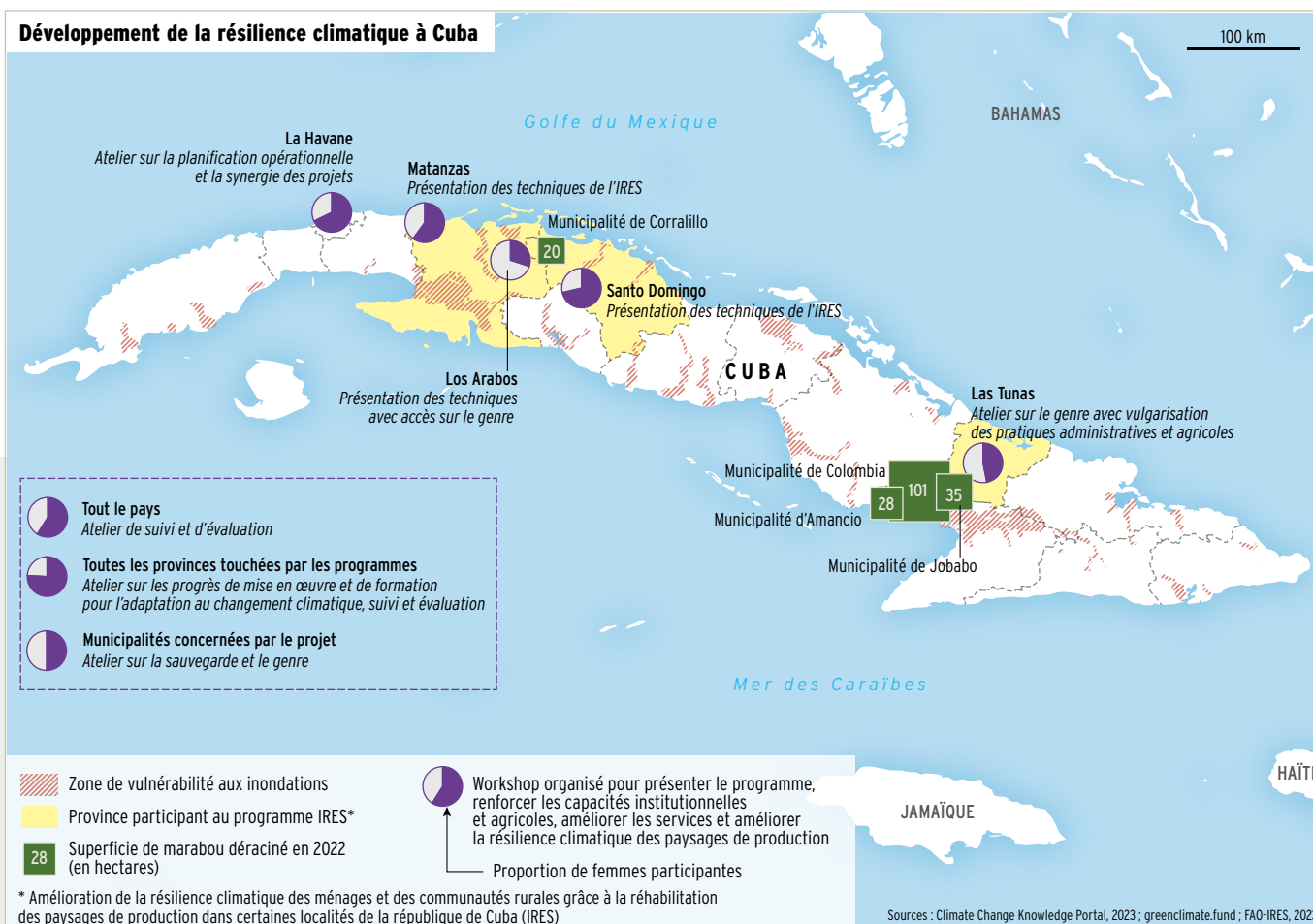




Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Le changement climatique affecte inégalement les différentes régions du monde.

Si les petits États insulaires en développement de la Caraïbe ne font pas partie des principaux émetteurs de gaz à effet de serre (GES), ils sont en première ligne face aux phénomènes météorologiques extrêmes (ouragans, sécheresses, pluies torrentielles) et à la montée des eaux. D'ici 2100, un pays comme Cuba, responsable de 0,08 % des émissions de GES mondiales, pourrait perdre 10 % de son territoire à cause de la montée des eaux. La résilience climatique s'impose aujourd'hui comme une priorité et une urgence dans la région.



Dérèglements écologiques à Cuba

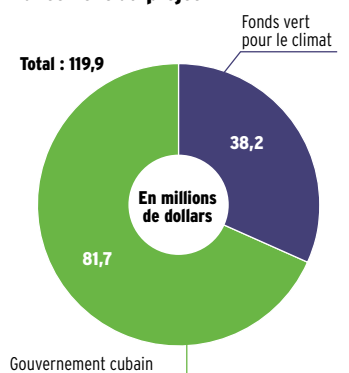
À Cuba, la montée des eaux n'est pas la seule menace qui pèse sur les sociétés humaines et les écosystèmes. Historiquement, l'adoption d'un modèle économique agro-exportateur fondé notamment sur l'industrie sucrière a eu un impact dévastateur sur l'environnement. Conséquence directe des activités agricoles, le sol cubain s'est fortement acidifié et la recherche de nouveaux espaces cultivables a favorisé les pratiques de déforestation. Déjà en 1959, au moment de la révolution, la couverture forestière de l'île n'était plus que de 14%, contre 41% au début du ^{xx}^e siècle. Et si à partir de cette date, l'État cubain a œuvré pour la reforestation de son territoire, ces bouleversements écologiques ont tout de même fragilisé et dérégulé les écosystèmes. Sur l'ensemble de l'île, les scientifiques ont observé une forte réduction de la diversité des espèces locales, au profit d'espèces invasives telles que le marabou.

Originaire d'Afrique du Sud, cette plante s'est fortement propagée à Cuba, envahissant à la fois des terres agricoles abandonnées et des réserves naturelles protégées. Elle couvre désormais près de 1,7 million d'hectares, soit plus de 10% de la superficie totale du pays (10,99 millions d'hectares). Rivalisant avec les espèces indigènes et cultivées, elle représente aussi un obstacle au niveau agricole pour la récolte de certains fruits et pour l'entretien des forêts.

Encourager les pratiques agricoles durables pour restaurer les écosystèmes

En 2017, le gouvernement cubain a annoncé le lancement de Tarea Vida (Objectif vie), une politique écologique de planification sur cent ans visant à renforcer la capacité des acteurs cubains à surmonter l'impact du changement climatique et des bouleversements écosystémiques. Pour soutenir ses efforts, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fond vert pour le climat des Nations unies ont décidé de contribuer à la mise en œuvre de ce plan en finançant



Financement du projet



Source : news.un.org.

un projet d'envergure, axé en grande partie sur la lutte contre l'expansion du marabou. Intitulé « Renforcement de la résilience climatique des ménages et des communautés rurales grâce à la réhabilitation des paysages de production dans certaines localités de la république de Cuba » (IRES), il a misé sur l'éducation et la sensibilisation comme leviers de changement.

Ses activités de formation sont adressées aussi bien aux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, impliqué dans la mise en œuvre du projet, qu'aux agriculteurs des 35 000 hectares de terrains ciblés. Auprès des petits exploitants des communautés rurales, les protagonistes de l'initiative ont surtout axé leur travail de sensibilisation et de capacitation sur l'introduction de techniques sylvo-pastorales, c'est-à-dire fondées sur la recréation d'équilibres entre les activités agricoles et les écosystèmes forestiers.

À terme, l'IRES devrait permettre de renforcer significativement la résilience agricole à Cuba et de réhabiliter 15 544 hectares de terres actuellement envahies par le marabou. Le programme s'est distingué par son approche sensible au genre  et à la génération d'opportunités professionnelles pour des populations rurales à faibles revenus .

Objectifs du projet



Déracinement du marabou

Objectif 2022 **100 hectares**
 Réalisé → **184 hectares**

Objectif 2023 (mi-parcours) **600 hectares**

Objectif final (2027) **Récupérer 15 544 hectares de terres couvertes de marabou**



Nombre de fermiers formés

2022 **300**

Objectif 2023 (mi-parcours) **9 882**
 dont **4 615 femmes**

Objectif final (2027) **15 549**
 dont **7 774 femmes**



Le **marabou** est un arbuste ligneux recouvert d'épines qui peut atteindre huit à dix mètres de hauteur.

Sources : FAO-IRES, 2023.



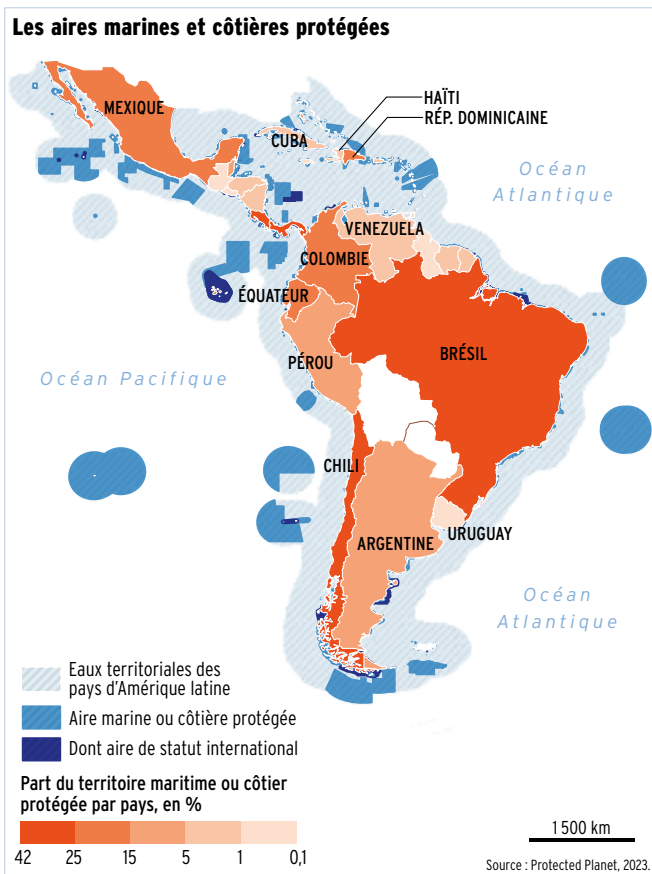
Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

Les écosystèmes marins jouent un rôle majeur dans l'équilibre climatique de la planète : véritables « pompes à carbone », ils absorbent chaque année entre 25 et 30 % des émissions de CO₂ sur Terre, limitant grandement les rejets atmosphériques et la production de chaleur.

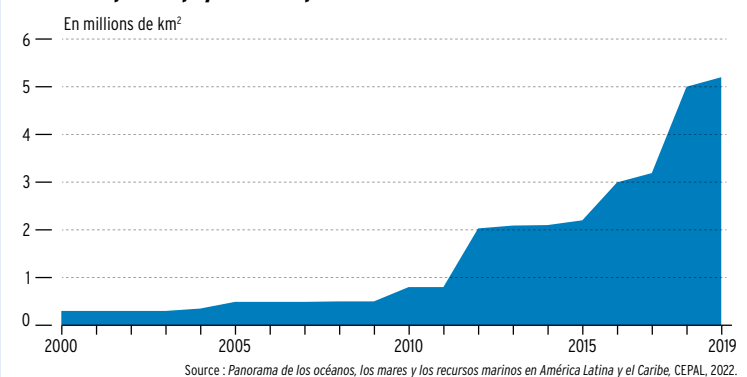
Sanctuariser des aires marines et côtières sensibles

La délimitation d'aires marines protégées constitue un des leviers les plus efficaces au service des États dans la lutte pour la préservation des océans et de la riche biodiversité qu'ils abritent. En 2010, la Convention sur la biodiversité (CBD) d'Aichi a contribué à attirer l'attention internationale sur ce sujet, en fixant un objectif de sauvegarde de 10 % pour les zones marines et côtières à l'horizon 2020, à l'échelle planétaire.

En Amérique latine et Caraïbes, ce seuil a été largement atteint : entre 2010 et 2019, la surface protégée est passée de moins d'un million à plus de cinq millions de kilomètres carrés, avec une couverture totale avoisinant 24,44 %. Cette marge de progression, qui place la région en assez bonne posture à l'échelle globale, est aussi le reflet des efforts importants déployés par les gouvernements nationaux. Parfois épaulés



Progrès réalisés en matière de protection d'aires marines et côtières par les pays d'Amérique latine et Caraïbes



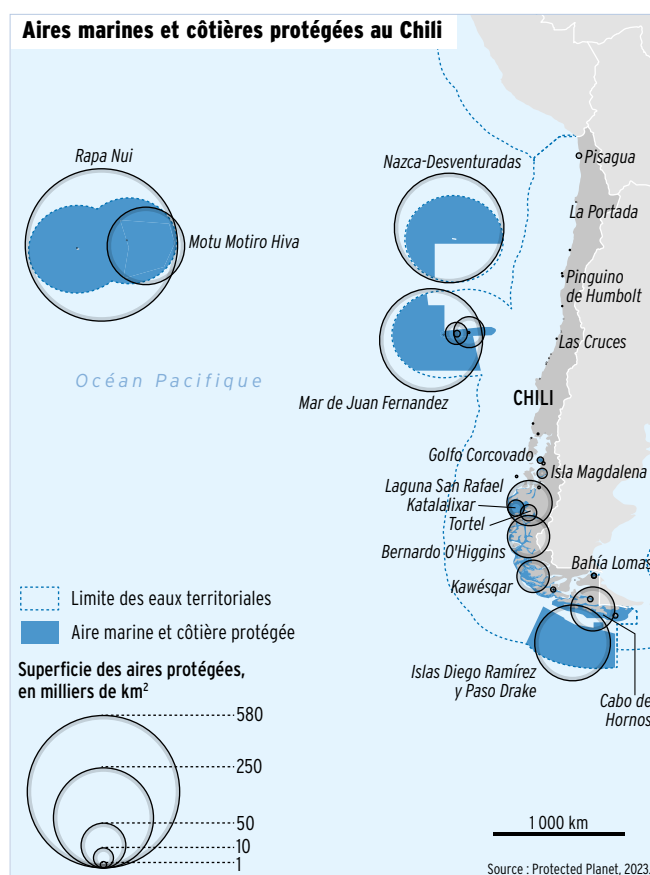
73 500 hectares : la superficie couverte par le régime de protection de la baie de Pisagua.

par des ONG internationales ou des réseaux tels que le Fonds mondial pour la nature (WWF), Oceana ou encore l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), certains États ont œuvré, au niveau juridique, pour la délimitation de nouvelles aires de protection dans leurs zones maritimes, en instaurant des mécanismes effectifs de contrôle et de surveillance des nouveaux espaces sanctuarisés.

Le Chili, un État proactif en matière de protection marine

Dans ce domaine, le Costa Rica, le Mexique, le Brésil et le Chili se sont positionnés comme les meilleurs élèves, le dernier se démarquant assez nettement avec 41,53% de zones marines et côtières protégées, d'après les données de l'ONG Protected Planet (2020). La bonne santé et la productivité des océans constituent des enjeux majeurs pour cet État qui figure parmi les plus grands pêcheurs de la planète. Mais au Chili comme dans de nombreux pays de la région, les activités halieutiques constituent une ressource cruciale pour l'économie et la sécurité alimentaire des populations à faibles revenus vivant en bordure de littoral.

En janvier 2023, le gouvernement chilien a approuvé la création d'une nouvelle zone de protection dans la baie de Pisagua, au nord du pays. Cette décision fait suite à la mobilisation de chercheurs de l'université Arturo Prat et d'experts de l'ONG Oceana, dont les travaux et les expéditions dans la région de Pisagua, menés avant qu'elle ne soit déclarée zone de protection, en ont révélé la richesse en matière de biodiversité marine. D'après ces spécialistes, la baie joue un rôle essentiel dans l'écosystème du Pacifique Sud car elle est un lieu de forte concentration de micro-organismes et de reproduction des espèces (poissons, oiseaux et mammifères). Les résultats de ces recherches ont également mis en exergue la gestion responsable des ressources naturelles locales par les pêcheurs de Pisagua, eu égard aux quantités et au type de poissons pêchés.

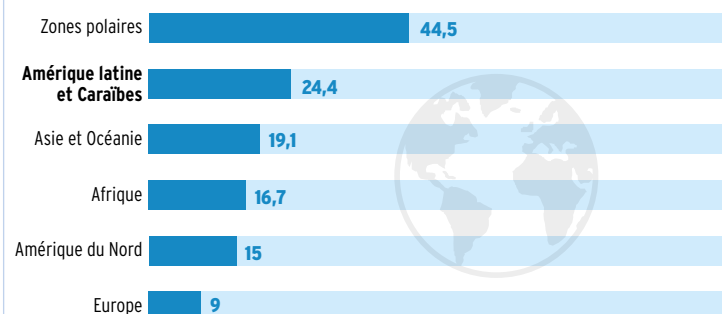


En vue de saluer ces comportements vertueux et de permettre aux communautés locales de poursuivre leurs activités, le gouvernement chilien a d'ailleurs décidé d'incorporer les pratiques locales de pêche artisanale au régime de protection de la baie. Le statut d'aire marine côtière protégée d'usages multiples a permis d'instaurer une forme de sanctuarisation attentive à la fois à la biodiversité et aux économies locales. Cette innovation en matière de définition des aires marines protégées pourrait servir de modèle à d'autres expérimentations du même type, au niveau national et au-delà des frontières chiliennes.

🕒 **La Convention sur la diversité biologique** est un mécanisme international qui a vu le jour au moment du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, en 1992. En 2010, lors d'une réunion à Aichi, au Japon, son organe directeur, la Conférence des Parties, a adopté un plan stratégique contenant une série d'objectifs [les « objectifs d'Aichi »]. L'indicateur 14.5 sur la protection des aires marines dont il est question ici fait référence à l'objectif 11 adopté par la Convention.

La protection des aires marines dans le monde

Part d'aires marines protégées par rapport au total des aires marines, en %



Source : Protected Planet, 2023.



La préservation des forêts constitue l'un des grands enjeux de la mise en œuvre de l'ODD 15 en Amérique latine et Caraïbes au regard de la réduction alarmante de la surface boisée à l'échelle du sous-continent.


Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

Le fléau de la déforestation en Amérique latine et Caraïbes

Estimées par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à 2,6 millions d'hectares annuels, les pertes forestières sont en grande partie le résultat de pratiques humaines, notamment liées à des activités d'élevage intensif. D'après les études réalisées par la Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien (COICA), le secteur agricole serait responsable d'au moins 84 % de la déforestation observée en Amazonie depuis 1985. Active sur les fronts de la surveillance et de la lutte contre les pratiques de déforestation, la COICA est également au premier plan de la défense des communautés autochtones locales. Ces dernières sont touchées de plein fouet par la dégradation des écosystèmes qui constituent leur habitat. Les convoitises qui pèsent sur leurs terres couplées à la faible protection que leur assurent les États les exposent à de multiples violations de leurs droits.

Valoriser le travail de conservation réalisé par les communautés autochtones amazoniennes

La présence de ces communautés constitue pourtant un élément clé dans la protection des ressources naturelles locales. Non contentes d'exercer un rôle de surveillance, celles-ci ont établi des modes de

production et de consommation qui leur permettent de vivre en harmonie avec la nature qui les environne. 

En Bolivie, un des États latino-américains les plus affectés par la déforestation, les autorités locales de la région de l'Alto Beni ont bien compris l'importance du rôle joué par ces acteurs et la nécessité de les inclure dans la protection et la gestion des écosystèmes forestiers. Des négociations menées tout au long de l'année 2022 sous les auspices de l'ONG Conservation International ont en effet permis l'élaboration d'un décret municipal entérinant la création, d'une aire protégée de près de 40 000 hectares sur ce territoire amazonien à haute valeur écologique. En attente de certifications nationales et internationales, ce décret établit une distinction entre deux types d'espaces : des « parcs naturels » et des « aires naturelles de gestion intégrée ». Si les premiers proposent un modèle assez classique de protection par sanctuarisation, les secondes se fondent sur un principe plus innovant de gestion communautaire des aires protégées. Présent dans la Constitution bolivienne, ce mécanisme a l'avantage de valoriser la participation active des peuples autochtones à la conservation des ressources naturelles, tout en leur permettant de développer des activités économiques et productives durables. L'accord obtenu dans la région de l'Alto Beni entend par exemple encourager les systèmes agro-forestiers, en particulier la pratique responsable de l'apiculture et de la pisciculture.

Tentatives internationales de protection des zones forestières en Amérique latine et Caraïbes

- Couvert forestier
- Zones touchées par la déforestation entre 2000 et 2020
- Reforestation entre 2000 et 2012
- Limite de l'Amazonie
- Zone naturelle inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco
- Dont zone forestière
- Parc nat. : parc national





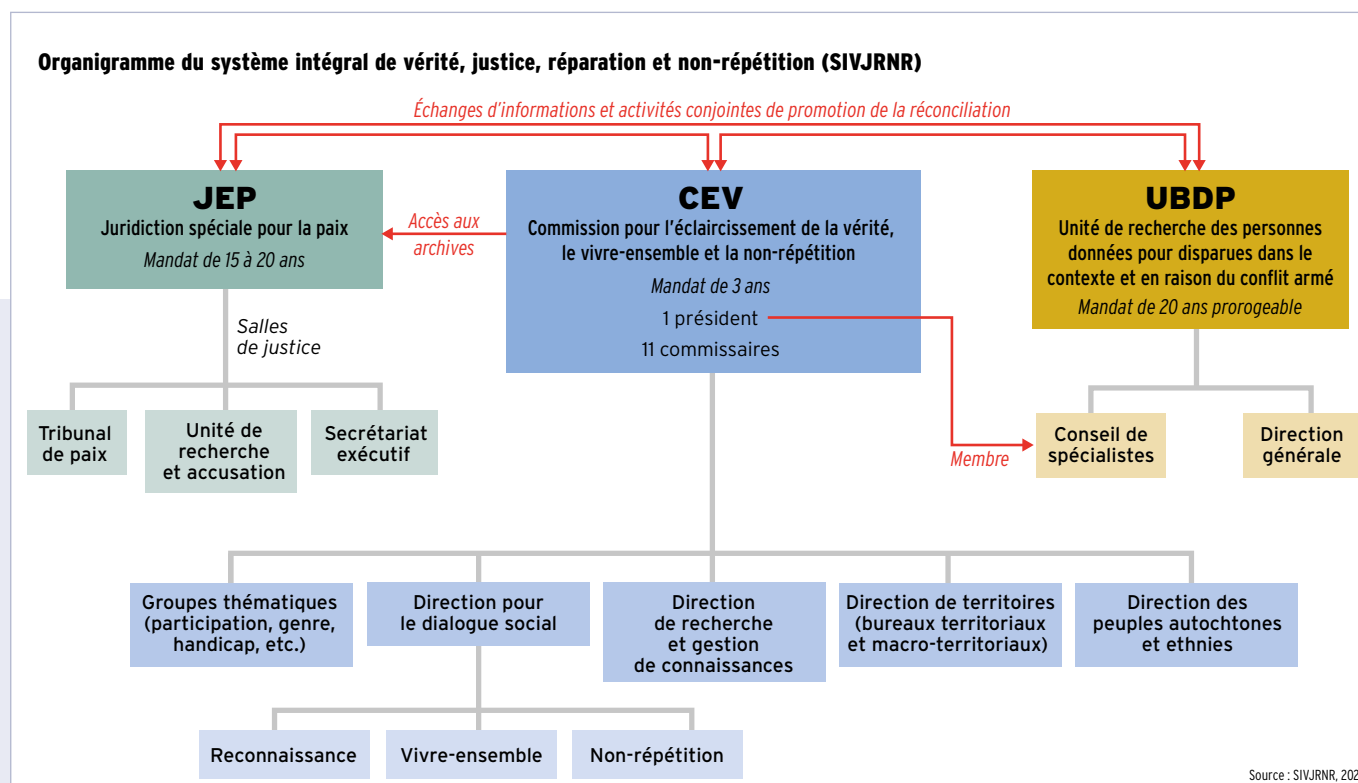
Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable

Malgré une relative stabilité de ses institutions, la région Amérique latine et Caraïbes a connu de nombreuses crises politiques et situations de violence durant les dernières décennies. De la répression militaire exercée par certains États aux affrontements territoriaux entre groupes rivaux, la violence s'est imposée comme une réalité quotidienne et latente dans nombre de sociétés, mettant à mal le pacte social et la confiance des citoyens en leurs institutions. L'ODD 16 rappelle que le respect des droits humains et la présence d'un État de droit sont un préalable nécessaire à l'accomplissement du développement durable.

Colombie : la paix et après ?

En Colombie, la signature en 2016 d'un accord de paix entre le gouvernement Santos et les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (FARC-EP) devait mettre fin à une guerre totale, brutale et multi-acteurs. Mené à huis clos à La Havane, le processus de négociation avait néanmoins suscité des controverses dans le pays, car il intervenait après une longue et traumatisante

trajectoire de discussions avortées, de démobilisations manquées et d'impunité. Meurtrie par ces expériences et par cinquante années de conflit, la société colombienne plaçait beaucoup d'espoir dans le rétablissement d'un principe de justice, fondé sur la reconnaissance des crimes commis. Dans ce contexte et en vue d'encourager la réconciliation entre les différentes parties prenantes et les victimes du conflit, les concepteurs du processus de paix ont institué un système



intégral de vérité, justice, réparation et non-répétition (SIVJNRN). Articulé autour de trois entités publiques autonomes *ad hoc*, ce dernier a directement été intégré à la Constitution. Au cœur de ce dispositif, la Commission pour l'éclaircissement de la vérité, le vivre-ensemble et la non-répétition (CEV), dite Commission de la vérité, s'est montrée particulièrement attentive aux enjeux de développement durable et a su déployer une approche très fine des problématiques du conflit armé.

La CEV : un mandat exemplaire pour une entité hors du commun

Instituée par le décret 588 de 2017 et dissoute après l'achèvement de son mandat début 2023, la CEV avait pour mission de contribuer à l'identification, la caractérisation et l'explication des violations commises dans le contexte du conflit armé, en vue de bâtir un discours commun et de promouvoir la réconciliation. Dirigée par onze commissaires choisis parmi des personnalités emblématiques de la construction de paix, elle a adopté une approche résolument territoriale, avec un déploiement institutionnel et humain colossal dans les départements colombiens. Sensible à la question migratoire, elle a aussi étendu sa présence au-delà des frontières, dans les principales terres d'exil des réfugiés du conflit. Enfin, elle a développé une compréhension très fine de l'impact différencié de la violence sur des groupes de population caractérisés par la possession d'un ou plusieurs facteurs de vulnérabilité, correspondant à certains des grands enjeux de l'Agenda 2030 : appartenance ethnique, identité sexuelle et de genre, âge, handicap.

Réceptacles de plus de 28 604 témoignages et d'innombrables documents d'archives, les quatorze volumes du rapport final rendu par la CEV en 2022 brillent par leur niveau de précision mais aussi par leur accessibilité. Chaque chapitre s'accompagne en effet d'un grand nombre de supports didactiques et d'outils interactifs pour que le public colombien puisse s'appropriier les résultats de cette enquête considérable.



28 604
personnes
écoutées



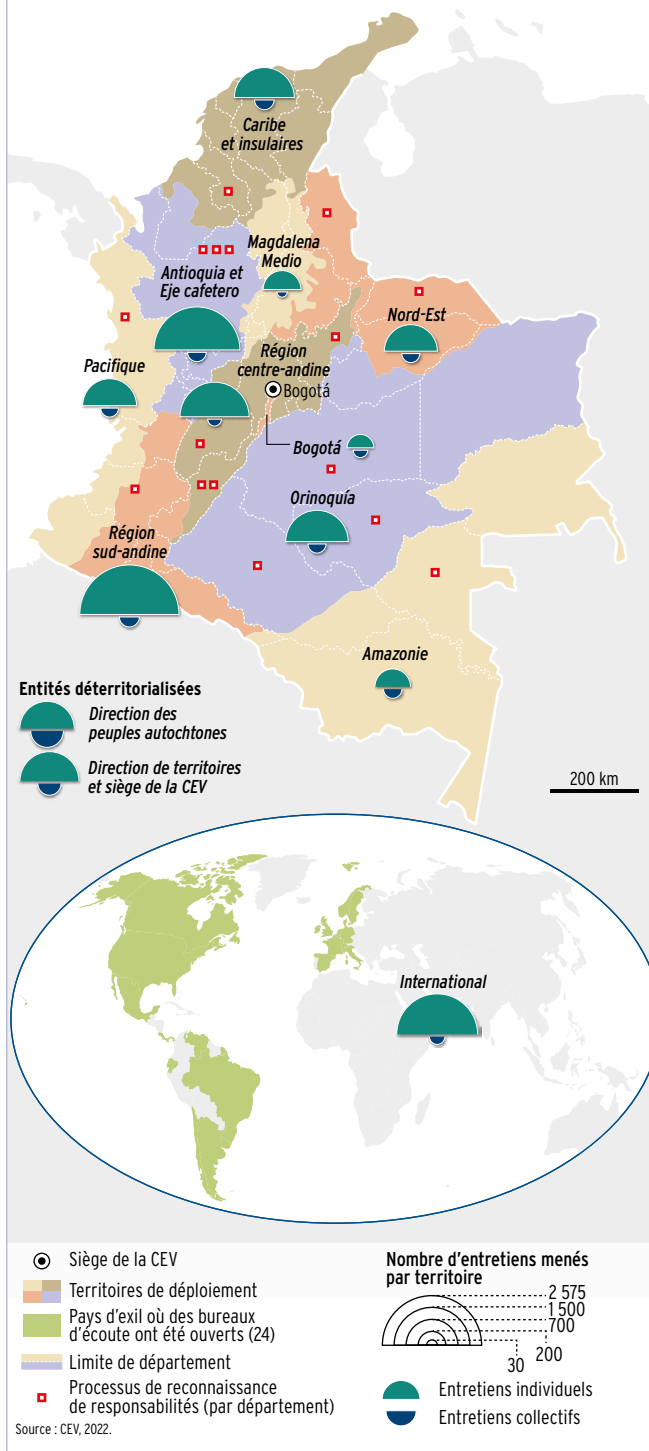
14 956
entretiens individuels
et collectifs réalisés



1 244 rapports, **670** cas
et **des milliers de documents**
d'archives judiciaires consultés

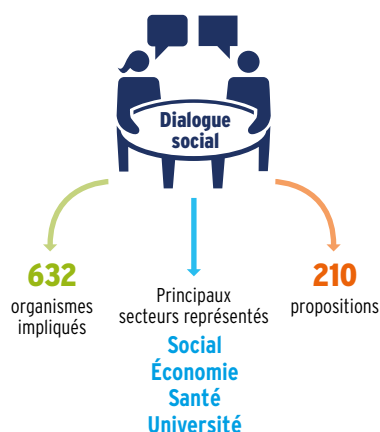
Source : CEV, 2022.

L'approche territoriale de la Commission pour l'éclaircissement de la vérité, le vivre-ensemble et la non-répétition (CEV)





Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser



La recherche a démontré que les régimes démocratiques étaient plus performants que les gouvernements autoritaires dans la réalisation des objectifs du développement durable (ODD). Le dialogue social permet à de nombreuses parties prenantes d'être associées à la préparation des prises de décision. Il consolide aussi la légitimité des ODD et facilite leur mise en œuvre. Le dialogue social est aussi un objectif recherché indirectement par plusieurs ODD (8,10, 16).

Contexte régional

Le mécanisme de participation de la société civile à l'Agenda 2030 pour le développement durable a été lancé par le Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable à Mexico en 2017.

Depuis, les déclarations adoptées lors des forums évoquent le caractère indispensable de la participation de la société civile pour atteindre les ODD. Dans cette logique, les pays les plus démocratiques ont créé des dispositifs qui confèrent aux représentants de la société civile un rôle important. Dans certains cas, la société civile est invitée à collaborer à la réflexion et à l'action concernant un ODD ou une de ses cibles. Dans d'autres, elle contribue à la gouvernance globale de l'Agenda 2030, en coopération avec les autorités politiques. La gouvernance collaborative entend ne laisser personne sur le bord du chemin (*no one behind*). Elle est un gage d'efficacité et d'implication citoyenne.

La signature en 2018 de l'accord d'Escazú sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice en matière environnementale a doté l'Amérique latine d'outils innovants et pionniers permettant aux citoyens d'exercer leur vigilance en matière de développement durable.

Le dialogue social en Uruguay

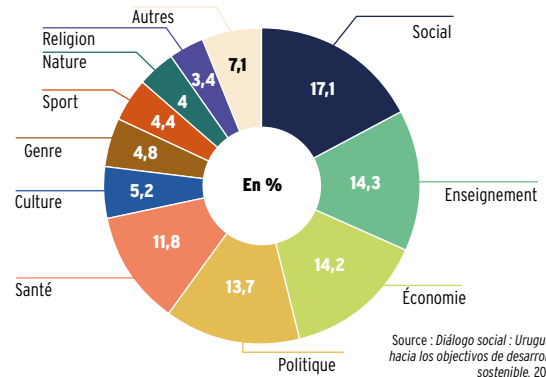
Lancée dès novembre 2015 par le président uruguayen Tabaré Vázquez (Frente Amplio, coalition de partis de gauche), l'initiative *Diálogo social: Uruguay hacia el futuro* (Dialogue social: l'Uruguay vers son avenir) avait pour objectif de susciter une réflexion commune dans trois domaines: développement et insertion internationale, protection sociale et politiques transversales. Pendant deux ans, les 632 organismes participants ont dialogué avec le gouvernement et des organisations internationales. Ensemble, avec des entités issues de la société civile, le patronat, les syndicats et les milieux académiques, ils ont été à l'origine de 210 propositions. Une telle mobilisation n'est pas rare en Uruguay car dans ce pays le dialogue social s'inscrit dans une longue tradition de concertation dans l'élaboration des politiques publiques. Les milieux sociaux, médicaux et académiques ainsi que les entreprises privées sont particulièrement

“ La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés. ”

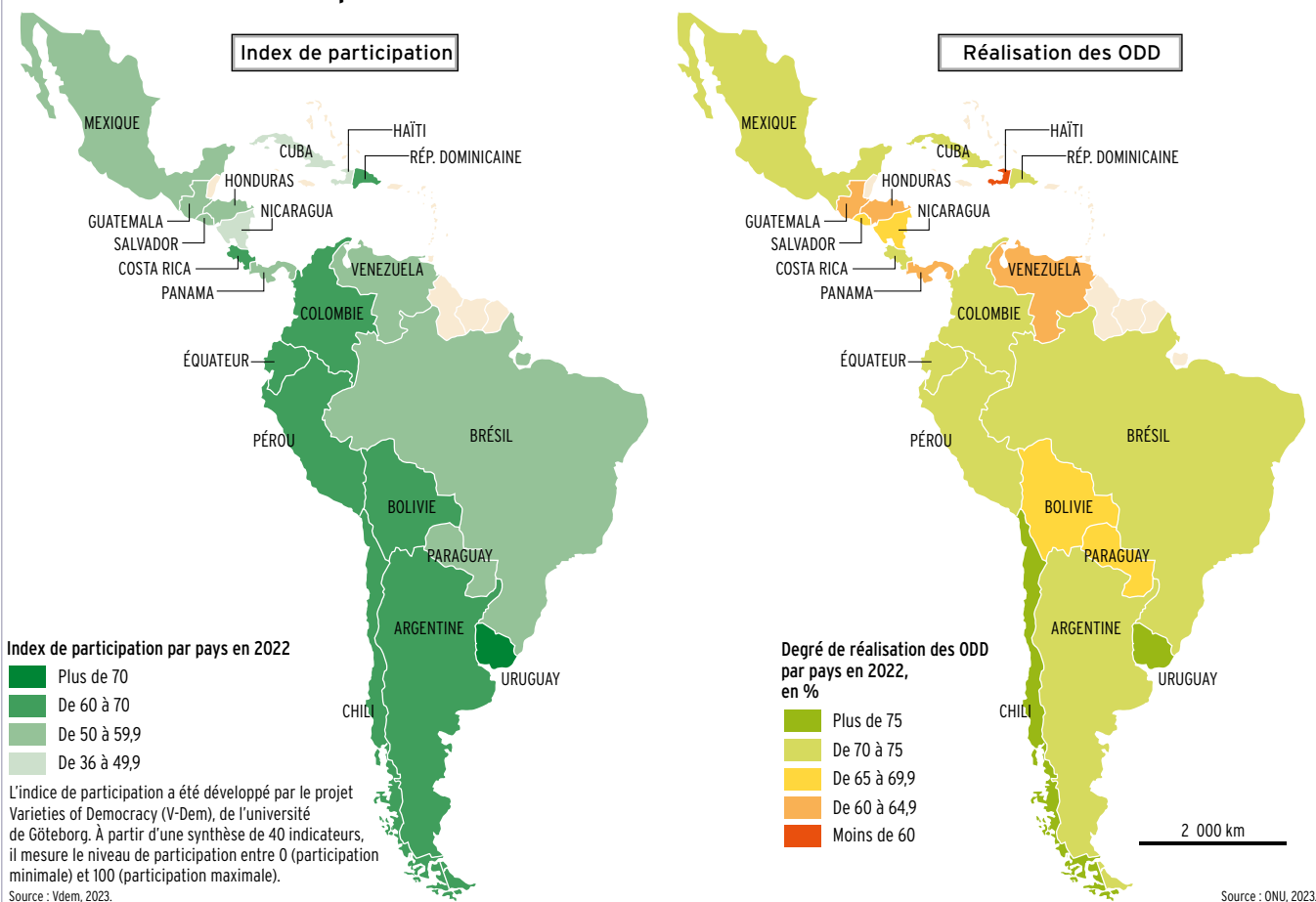


attachés à ces pratiques participatives dans un souci de défense de l'État-providence uruguayen. Une fois les grandes orientations fixées, le dialogue social a quelque peu périclité, en raison de l'arrivée au pouvoir en 2019 d'un président aux orientations politiques contraires à la gouvernance participative et de la pandémie de covid-19 en 2020. Toutefois, l'Uruguay demeure le deuxième pays d'Amérique latine le plus avancé derrière le Chili dans la mise en œuvre des ODD. Le pays a d'ores et déjà atteint les cibles correspondant aux objectifs de lutte contre la pauvreté (ODD 1), d'éducation (ODD 4), d'assainissement des eaux (ODD 6), d'énergies propres (ODD 7) et de villes durables (ODD 11).

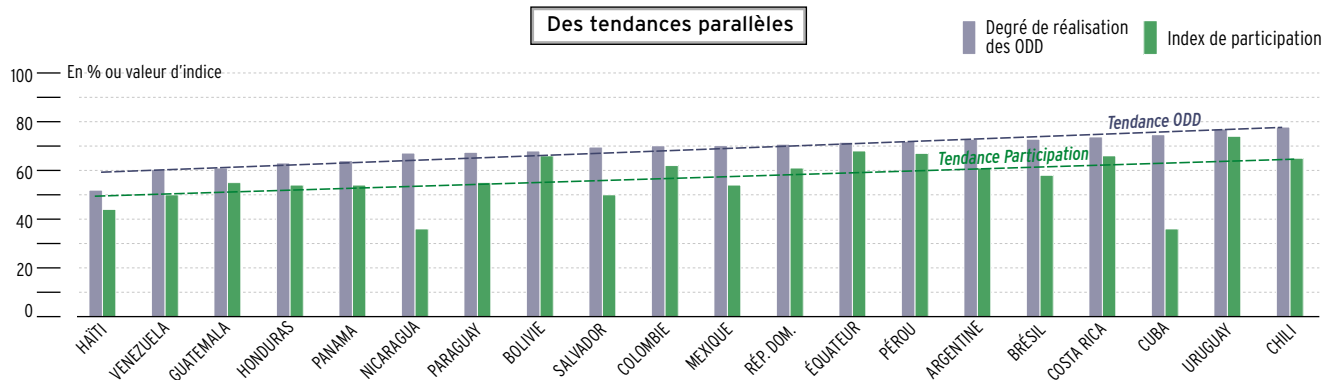
Domaines d'activité des participants au dialogue social en Uruguay



Les ODD et la démocratie en Amérique latine



Des tendances parallèles



BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie générale

Site internet de la Cepalc : www.cepal.org/
Plateforme régionale de connaissances de la Cepalc : <https://agenda2030lac.org/es>
Fiches et supports vidéos sur l'état d'avancement des 17 ODD de la Cepalc (2019) : www.cepal.org/es/temas/agenda-2030-desarrollo-sostenible/objetivos-desarrollo-sostenible-ods
Cepalc (2022), *Panorama Social de América Latina y el Caribe 2022: la transformación de la educación como base para el desarrollo sostenible*, Santiago, Cepalc.
Site internet de la FAO : www.fao.org/
Site internet et bases de données de l'Unesco : www.unesco.org/fr
Site internet et bases de données de la Banque mondiale : www.banquemondiale.org
Portail des pages et bases de données consacrées aux ODD sur le site des Nations unies : <https://unstats.un.org/sdgs/dataportal>

Bibliographie par ODD

ODD 1

Entretien avec Rayne Ferretti Moraes, ONU-Habitat Brésil (2019).
Entretien avec Luis Valverde, IPP (2019).
Site internet du programme « Territorios sociales » : <https://territoriosociales-pcrj.hub.arcgis.com/pages/resultados>.
Servières L. (2022), « L'internationalisation de la question des bidonvilles et ses effets sur l'action publique, en Colombie et au Brésil », thèse de doctorat en relations internationales, Sciences Po/Université d'État de Rio de Janeiro.

ODD 2

Entretien avec Olive Antonio Carbonel Berrio, ASOPROSOAP (2023).
Entretien collectif avec Patricia Melendez, Camilo Romero, Mauricio Torres et Dario Alvarado Bonet, ONUDC Colombie (2023).
Site internet de la coopérative Agroincolsa SAS : www.sachainchiputumayo.com/
Site internet ONUDC Colombie : www.unodc.org/colombia/index.html
Données internes de programme, ONUDC Colombie, 2023.

ODD 3

Dongo D. (2020), « Mexique, protection des mineurs contre la malbouffe. Les interdictions se déclenchent », Great Italian Food Trade, www.greatitalianfoodtrade.it
Figueroa-Lara A. (2013), « Exposé de position sur les arguments économiques en faveur d'interventions intersectorielles visant à renforcer les déterminants sociaux de la santé : Mexique », Document de travail n° 7 – Les déterminants sociaux de la santé (politiques et pratiques), Genève, OMS.
Luong J. (2016), « Alimentation saine, du Mexique à la Belgique », *Éducation santé*, <https://educationsante.be/>
OCDE (2017), « Panorama de la santé 2017. Les indicateurs de l'OCDE », www.oecd.org/
OCDE (2019), *The Heavy Burden of Obesity. The Economics of Prevention*, Mexico, OECD Health Policy Studies.
Sodexo Institute for Quality of Life (2018), « The social and economic costs of obesity in Latin America: a call to action », 2018, <https://cl.sodexo.com/>

ODD 4

Entretien avec Emilio Jayon, maire de Santa Fe (2023).
Site internet de la municipalité de Santa Fe, actualités et presse : <https://santafenoticias.gob.ar/>
Site internet du Campus éducatif lancé par le ministère de l'Éducation argentin : <https://campuseducativo.santafe.edu.ar/recursos-pedagogicos/>
UNESCO global dataset on the duration of school closures (2022) : <https://en.unesco.org/>

ODD 5

Échanges avec Carina Lupica, Flor Rodriguez et Rhina Fortuna, BID (2023).
Base de données de l'OIT : <https://ilostat.ilo.org/data/>
Site internet de l'Observatoire des inégalités de genre de la Cepalc : <https://oig.cepal.org/es>
Rapports internes de suivi de la mise en œuvre de l'IPG en République dominicaine : BID, AFD (2022).
Rapports internes de suivi de la mise en œuvre de l'ensemble des IPG : BID (2023).
Núñez S. (2020), *Factores diferenciales de género en la pandemia covid-19. Análisis y recomendaciones para el sector público y privado*

de la República Dominicana, IPG República dominicana, BID, AFD, FEM, <https://iniciativaparidadgenerord.gob.do/>

ODD 6

Entretien avec Emilie Dupuits, Université San Francisco de Quito (2023).
Site internet des géographes critiques d'Équateur : <https://geograficriticaecuador.org/>
Site internet du Jardin botanique du Missouri : www.mobot.org/mobot/paramo_eco/localities.aspx
Dupuits E., Puertas C. et Guadamud J. A. (2023), « Resistencia, negociación y cocreación de saberes para la construcción del Fondo Plurinacional del Agua en el territorio Kayambi », *Allpanchis*, 50 (91), pp. 45-79.
Luteyn J. (dir.) (1999), « Páramos: A Checklist of Plant Diversity, Geographical Distribution, and Botanical Literature », New York, The New York Botanical Garden Press.

ODD 7

Site internet de la base de données The Wind Power : www.thewindpower.net/
Site internet de Carbonbay : www.carbonbay.com/ (page dédiée au projet : Los Santos - Énergie éolienne - Carbonbay)
Site internet de Coopesantos : www.coopesantos.com/

ODD 8

Entretien avec Carlos Mermoz, Coprofam (2023).
Site internet de Coprofam : <https://coprofam.org/>
Données internes de programme, Coprofam (2023)
Cepalc, OIT (2022), « Dinámica de la productividad laboral en América Latina », *Coyuntura Laboral en América Latina y el Caribe*, 27 (LC/TS.2022/213), Santiago.

ODD 9

Carte interactive des stations de BikeSantiago : <https://bikesharemap.com/santiago/#/12/-70.6312/-33.4298/>
Arellano Yévenes C. et Saavedra Peláez F. (2017), « El uso de la bicicleta en Santiago de Chile ¿es una opción? », *EchoGéo* [online], 40.
Gillot M. et Rérat P. (2022), « The Plurinational Cycling Revolution in Santiago de Chile: Demands for mobility justice », *Applied Mobilities*.
Gobierno regional metropolitano de Santiago

(2021), « Actualización y evaluación social del Plan maestro de ciclovías del Gran Santiago », *Espacio de Comunicación Ciudadana*, 1, <https://www.gobiernosantiago.cl>

Mora R., Truffello R. et Oyarzún G. (2021), « Equity and accessibility of cycling infrastructure: an analysis of Santiago de Chile », *Journal of Transport Geography*, 91, 102964.

Rivas M. E., Suárez-Alemán A. et Serebrisky T. (2019), « Urban transport policies in Latin America and the Caribbean », BID, <http://dx.doi.org/10.18235/0001737>

ODD 10

Site internet de la plateforme R4V : www.r4v.info/es/ecuador (page dédiée au GISE : www.r4v.info/es/ecuador/integracion_socioeconomica)

Site internet du HCR : www.unhcr.org/

Site internet de la Fondation Haciendo Panas : www.haciendopanas.org/inicio/

ODD 11

Données internes Multipro

Site internet d'Urbamonde : www.urbamonde.org/

Site internet de World Habitat : <https://world-habitat.org/>

Entretien collectif avec Jorge Fley, Multipro et Suzanne Lerch, Urbamonde (2023).

Entretien avec Nina Quintas, Urbamonde (2023).

Building and Social Housing Foundation (2014), « South-South Cooperation: transfer of the FUCVAM model of mutual aid housing cooperatives – peer exchange report », Coalville (UK)

Pompeu Quintas N. (2020), « Earth architecture in Uruguayan mutual-aid housing cooperatives – Assessing barriers and perceptions among the main urban actors in Uruguay », Thèse de master en sciences de l'innovation, Human Development and Sustainability (IHDS), Université de Genève.

ODD 12

Données du Global Footprint Network : <https://data.footprintnetwork.org/#/>

Site internet Origens Brasil : www.origensbrasil.org.br/

Site internet d'Imaflora : <http://imaflora.org/>

Site internet du Fonds Amazonie : www.fundoamazonia.gov.br/pt/home/

Rapport annuel d'Origens Brasil (2022) : <https://origensbrasil.org.br>

ODD 13

Site internet du ministère cubain des Sciences, Technologies et Environnement : www.citma.gob.cu/

FAO (2022), « Proyecto IRES avanza en la rehabilitación de paisajes productivos en municipios vulnerables al cambio climático en Cuba », www.fao.org

FAO (2023), « La FAO et le Fonds vert pour le climat encouragent l'action climatique dans les petits États insulaires en développement », www.fao.org

Lama Gómez E. et Marti J. (2012), « La naturaleza y los bosques en Cuba », *DELOS: Desarrollo Local Sostenible*, 5 (14), www.eumed.net/rev/delos/14

Réseau international des forêts modèles (2016), « Gestion du marabou, une plante envahissante, présente à Cuba : comment tirer le meilleur parti d'une mauvaise situation », <https://rifm.net>

ODD 14

Site internet de Protected Planet : www.protectedplanet.net/

Site internet d'Oceana : <https://oceana.org/>

Site internet de la Convention pour la diversité biologique d'Aichi : www.cbd.int/

Spolarich G. (2023), « Chile creates a new marine protected area in Pisagua Bay following Four Oceana Expeditions », Santiago, Oceana.

Tambutti M. et Gómez J. J. (2022), « Panorama de los océanos, los mares y los recursos marinos en América Latina y el Caribe: conservación, desarrollo sostenible y mitigación del cambio climático », Documentos de Proyectos (LC/TS.2020/167/Rev.1), Santiago, Cepal.

ODD 15

Site internet de Conservation International Bolivie : www.conservation.org/bolivia/

Site internet et base de données de Global Forest Watch : www.globalforestwatch.org/

Site internet et base de données du Global land analysis and discovery sur l'évolution des forêts au niveau mondial : <https://glad.earthengine.app/view/global-forest-change>

Site internet et base de données du Réseau Amazonien d'information socio environnementale géoréférencée (RAISG) : www.raisg.org/es/

Peñaranda A. (2023), « Naturaleza 'blindada': Nace una nueva área protegida en Alto Beni », *La Razon*, 12 février.

ODD 16

Site internet de la CEV : <http://comisiondelaverdad.co/>

CEV (2022), « Rendición de cuentas », Bogota (Power point et vidéo de retransmission de l'événement)

CEV (2022), « Hay futuro si hay verdad. Informe Final », Bogota, www.comisiondelaverdad.co/hay-futuro-si-hay-verdad

SIVJRN (2019), « Cartilla sobre Sistema Integral de Verdad, Justicia, Reparación y No Repetición », Bogota.

ODD 17

Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (dit « Accord d'Escazú ») (mars 2018), Nations unies.

Foro de los países de América latina y el Caribe sobre el desarrollo sostenible (2022), « Una década de acción para un cambio de época. » (2022), Quinto informe sobre el progreso y los desafíos regionales de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible en América Latina y el Caribe, Cepal.

Glass L. M. et Newig J. (2019), « Governance for achieving the sustainable development goals: how important are participation, policy coherence, reflexivity, adaptation and democratic institutions », *Earth System Governance*, 2, 100031.

OCDE (2020), « Social dialogue in the 2030 agenda », www.theglobaldeal.com

Uruguay, Oficina de Planeamiento y Presupuesto et Ministerio de Desarrollo Social (2017), « Diálogo social: Uruguay hacia los objetivos de desarrollo sostenible », www.opp.gub.uy

ONU (2022), « Sustainable Development Report. 2022 Rankings », <https://dashboards.sdgindex.org/rankings>

RIMISP-SEI (2017), « Implementation of the 2030 agenda in Latin America », www.sei.org

TUDCN-RSCD (2016), « Diálogo social para el desarrollo sostenible en Uruguay, Ghana e Indonesia », www.ituc-csi.org

V-Dem Institute (2022), « Democracy Report 2022. Autocratization Changing Nature? », University of Gothenburg.

PRÉSENTATION D'ÉQUIPE

Olivier Dabène est professeur des universités en science politique à Sciences Po Paris depuis 2005, chercheur au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, président de l'Opalc et professeur invité dans de nombreuses universités en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine. Il est l'auteur, entre autres, de: *Atlas de l'Amérique latine* (Autrement), *Atlas du Brésil* (Autrement), *L'Amérique latine à l'époque contemporaine* (Armand Colin), *La Gauche en Amérique latine* (Presses de Sciences Po).

Laurie Servières exerce comme consultante sur des thématiques urbaines (quartiers précaires) et de développement durable. Elle possède un doctorat en relations internationales, réalisé entre Sciences Po et l'Université d'État de Rio de Janeiro, avec une thèse soutenue en 2022 sur « l'internationalisation de la question des "bidonvilles" et ses effets sur l'action publique en Colombie et au Brésil ». Elle est chercheuse associée au groupe Cities are back in Town et au CERI-Sciences Po.

Site: www.linkedin.com/in/laurie-servi%C3%A8res-62643b101/

Auréli Boissière est géographe cartographe indépendante spécialisée dans l'édition, la presse et la communication. Elle est titulaire d'une maîtrise de géographie et diplômée du DESS cartographie et SIG codirigé par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'École nationale des sciences géographiques (ENSG). Elle collabore régulièrement avec les éditions Autrement où elle a réalisé plus de 25 atlas. Elle a également réalisé les cartes des collections « Histoire de France » (13 tomes) et « Mondes Anciens » (12 tomes, en cours) aux éditions Belin. Elle travaille aussi de manière ponctuelle avec les éditions Hatier, Gallimard, Passés composés, Dunod, Tallandier, l'IFRI, l'EFEO, etc., et contribue au journal *Courrier international*. Depuis 2006, elle enseigne la cartographie en deuxième année de licence à l'université Paris 1. Site: <https://boiteacartes.fr>

Véronique Rossi est directrice artistique indépendante, elle exerce depuis plus de trente-cinq ans le métier de graphiste. Après des débuts dans la presse, elle s'est spécialisée dans l'édition en accumulant des expériences auprès de grandes figures du graphisme telles que Peter Knapp. Depuis plus de vingt ans, elle collabore régulièrement avec les Éditions Belin, pour qui elle réalise la conception de maquettes, soit pour des beaux livres (*Céline, Mars, Le chêne...*), soit pour des livres scolaires. Elle réalise également des catalogues de ventes, des logos, conçoit des identités visuelles et des chartes graphiques.

Site: <https://rossiancellin.wixsite.com/monsite>

Colombe Camus est diplômée en science politique/rerelations internationales. Elle travaille comme éditrice, secrétaire de rédaction et correctrice-relectrice indépendante depuis dix-huit ans. Elle est spécialisée dans l'édition scientifique en sciences humaines et sociales, et collabore depuis de nombreuses années avec le CERI-Sciences Po et l'Opalc, ainsi qu'avec diverses maisons d'édition, revues scientifiques, ONG et laboratoires de recherches.

Site: www.linkedin.com/in/colombe-camus-62377471/

REMERCIEMENTS

Cet atlas est le fruit d'un travail d'équipe. Sa réalisation n'aurait pas été possible sans les contributions d'Aurélie Boissière (cartographe), Colombe Camus (éditrice) et Véronique Rossi (designer graphique). Il a bénéficié dès la phase de conception des précieuses orientations de Carlos Maldonado, expert de la division des Affaires sociales de la Cepalc. Il a également bénéficié du soutien de Sciences Po, à travers son Centre de recherches internationales (Ceri), et en particulier l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (Opalc), ainsi que Basma Daouadi. Il a impliqué, enfin, une collaboration étroite avec le campus de Sciences Po Poitiers, où un groupe d'étudiant-e-s a contribué à la recherche et à la conception de certaines doubles-pages d'ODD. Pour leur investissement et la fraîcheur qu'ils ont apportée au projet, nous remercions :

Camille Billard, Valentina Bruno, Mariana Cacace, Carla Cruz Bonilla, Camille Decout, Axelle Duvivier, Louison Furedi, Noémie Gallier, Elise Gay, Marie Lacombe, Aglaee Lamour Loubieres, Jean Laurens Louis, Victoria Noireau, Romane Penault, Gabriela Peña Mancero et Ronan Potel.

Pour une partie des ODD, nous avons également eu la chance de pouvoir échanger avec des protagonistes ou partenaires clés des initiatives sélectionnées. Leur gentillesse et leur disponibilité ont transformé la phase de collecte de données en une belle aventure humaine – défiant plusieurs fuseaux horaires de différence. Merci à :

Rayne Ferretti Moraes d'ONU-Habitat Brésil ; Luis Valverde de l'IPP ; Olver Antonio Carbonel Berrio, président d'ASOPROSAOP ; Patricia Melendez, Camilo Romero, Mauricio Torres et Dario Alvarado Bonet d'ONU DC Colombie ; Emilio Jayon, maire de Santa Fe ; Emilie Dupuits, chercheuse à l'université San Francisco de Quito ; Carlos Mermoz, de la Coprofam ; Jorge Fley, de Multipro ; Suzanne Lerch, Nina Quintas et Pierre Arnold d'Urbamonde ; Carina Lupica, Flor Rodriguez et Rhina Fortuna de la BID.

Commanditaire de cet atlas, l'Agence française de développement (AFD) lui a accordé une attention soutenue tout au long de son élaboration. Nous remercions Meghann Puloc'h pour sa confiance et son précieux accompagnement dans les premiers mois du projet, ainsi qu'Oksana Malhéné qui a repris le flambeau avec brio. Merci aux diverses personnes au sein de l'institution qui ont montré de l'intérêt pour le projet et l'ont éclairé de leurs idées et bons conseils, à Ibtissam Qaddi pour les aspects éditoriaux et Benjamin Couderc du département Trois Océans. Merci enfin à Marie-Pierre Bourzai, directrice du département Amérique latine, pour son suivi attentif et pour avoir rendu cette aventure possible.

ACRONYMES & SIGLES

AFD: Agence française de développement
Alena: Accord de libre-échange nord-américain
AMRU: Association des femmes rurales de l'Uruguay (Asociación de Mujeres Rurales del Uruguay)
ASOPROSAOP: Association des producteurs de sacha inchi de la municipalité de Puerto Caicedo
BID: Banque interaméricaine de développement
BNDES: Banque nationale de développement économique et social
CBD: Convention sur la biodiversité
CCP: Confédération paysanne du Pérou (Confederación Campesina del Perú)
Cecovi: Centrale de coopératives de logement (Central de Cooperativas de Vivienda)
Cepalc: Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CEV: Commission pour l'éclaircissement de la Vérité, le vivre-ensemble et la non-répétition
CIOEC: Comité de coordination pour l'intégration des organisations économiques paysannes (Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas)
CNFR: Commission nationale pour le développement rural (Comisión Nacional de Fomento Rural)
COICA: Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien (Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica)
CONTAG: Confédération nationale des exploitants familiaux ruraux (Confederação Nacional dos Trabalhadores Rurais Agricultores e Agricultoras Familiares)
Coprofam: Confédération des organisations de producteurs familiaux du Mercosur élargi
FAA: Fédération agricole argentine (Federación Agraria Argentina)
FAO: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FARC-EP: Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo)
FEM: Forum économique mondial
FIDA: Fonds international pour le développement de l'agriculture
FUCVAM: Fédération uruguayenne de coopératives de logement pour l'aide mutuelle (Federación Uruguaya de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua)
GES: gaz à effet de serre
GGGI: Global Gender Gap Index (Indice mondial de l'écart entre les hommes et les femmes)
GISE: Groupe de travail en matière d'intégration sociale et économique (Grupo de Trabajo de Integración Social y Económica)
HCR: Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IICA: Institut interaméricain de coopération en matière d'agriculture
IMC: Indice de masse corporelle
IPG: Initiatives de parité de genre
IPP: Institut Pereira Passos
IRES: Renforcement de la résilience climatique des ménages et des communautés rurales grâce à la réhabilitation des paysages de production dans certaines localités de la République de Cuba (Increased climate resilience of rural households and communities through the rehabilitation of production landscapes in selected localities of the Republic of Cuba)
KOICA: Agence coréenne de développement internationale (Korea International Cooperation Agency)
Mercosur: Marché commun du Sud
MUCECH: Mouvement unitaire paysan et groupes ethniques du Chili (Movimiento Unitario Campesino y Etnias de Chile)
OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques
ODD: Objectifs de développement durable
OIM: Organisation internationale pour les migrations
OIT: Organisation internationale du travail
OMD: Objectifs du millénaire pour le développement
OMS: Organisation mondiale de la santé
ONAC: Organisation nationale des paysans (Organización Nacional Campesina)
ONU: Organisation des Nations unies
ONUDC: Office des Nations unies contre les drogues et le crime
R4V: Réponse régionale de coordination pour les réfugiés et les migrants vénézuéliens (Regional response for venezuelan refugees and migrants)
RAISG: Réseau amazonien d'information socio-environnementale géoréférencée
SIVJRRR: Système intégral de vérité, justice, réparation et non-répétition
UAN: Union agricole nationale (Unión Agrícola Nacional)
UICN: Union internationale pour la conservation de la nature
WWF: Fonds mondial pour la nature (World Wide Fund for Nature)

ATLAS

Amérique latine & Caraïbes

En septembre 2015, l'adoption de l'Agenda 2030, un programme de développement durable commun à tous les États membres des Nations unies, a représenté une formidable opportunité pour avancer vers la construction de sociétés plus justes, égalitaires et durables. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la mise en œuvre de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) a constitué un catalyseur de progrès, même si elle s'est heurtée à des défis de taille. L'ampleur du problème des inégalités, combiné aux crises politiques, économiques et environnementales qui ont touché certains pays et aux conséquences dramatiques de la pandémie de covid-19 ont entraîné d'importants retards dans l'accomplissement des cibles et objectifs de ce programme commun. Prenant le contrepied des analyses quantitatives sur l'avancement de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, cet ouvrage adopte une perspective résolument optimiste et s'attache à valoriser les efforts déployés par les acteurs latino-américains et caribéens depuis 2015. Sous la forme d'un atlas associant analyses et supports graphiques et cartographiques, il met en lumière les idées innovantes et les bonnes pratiques qui ont émergé à divers niveaux de gouvernance pour contribuer au développement durable. Les 17 doubles-pages qui le composent présentent autant de contributions originales et prometteuses à la réalisation des ODD, dans la région et au-delà.

